

N°3
JUIN 2025

Bulletin Antinucléaire D'Anarchistes BOUM



Couverture : Manifestanxtes sur la voie ferrée acheminant les déchets nucléaires japonais depuis le port vers le terminal ferroviaire de la Saline, Cherbourg, 1981.

Sommaire

<i>5</i>	<i>Édito</i>
<i>7</i>	<i>La lutte antinucléaire n'est pas une promenade de santé</i>
<i>10</i>	<i>Les fantasmes policiers de la lutte antinucléaire</i>
<i>12</i>	<i>Pourquoi nous sommes opposés à l'énergie nucléaire... allez savoir.</i>
<i>18</i>	<i>Autonomes ? Par nécessité !</i>
<i>20</i>	<i>Nucléaire et extractivisme</i>
<i>22</i>	<i>Le gaz à effets de serre émis par les centrales nucléaires</i>
<i>23</i>	<i>Le nucléaire nécessaire à la dystopie technologique</i>
<i>24</i>	<i>Déclaration de St Valentin au directeur départemental de l'ANDRA, Patrice Torres</i>
<i>29</i>	<i>Les meilleures blagues sont les plus courtes...</i>
<i>32</i>	<i>En quoi mettre fin aux infrastructures énergétiques et mettre fin au capitalisme, c'est la même chose ?</i>
<i>37</i>	<i>Le coin des lecteuricess</i>
<i>39</i>	<i>Fragments de révolte contre l'ordre atomique</i>
<i>40</i>	<i>À venir (affiches)</i>





Édito

Ceci est un bulletin anarchiste contre le nucléaire. Ce bulletin est tiré pour la première fois en mars 2024, dans un contexte de développement accru de l'industrie nucléaire dans le monde, et, avouons-le, dans une ambiance morose d'affaiblissement des luttes et de la critique anti-nucléaire. De fait, une partie du mouvement s'est davantage repliée sur des logiques cogestionnaires de l'existant et sur la recherche d'alternatives.

Si nous avons voulu nous lancer dans la création d'un pareil papier, c'est parce que nous sommes un certain nombre à ne pas nous résoudre à accepter cette situation. À ne pas vouloir vivre sous le joug d'un autoritarisme industriel dévastateur. C'est par l'action directe (sous toutes ses formes), que nous envisageons d'en finir avec lui. Sans forcément grand espoir mais avec détermination.

L'idée pour ce bulletin est d'y faire vivre une critique anti-autoritaire, anarchiste, de la société nucléaire, et de causer des résistances que rencontre cette dernière. Et s'il nous paraît essentiel de lutter en ce sens, c'est notamment parce que le nucléaire constitue, du moins en France, un pilier majeur de l'Etat et du capital, des structures sociales que nous voulons abattre. Parce que la société telle qu'elle est nous est insupportable, parce qu'en finir avec la société capitaliste et industrielle est impossible tant qu'existe le nucléaire, nous choisissons, comme d'autres avant nous, d'attaquer cette industrie stratégique.

On compte causer ici des luttes contre les nouveaux EPR, la poubelle CIGEO à Bure, la recherche nucléaire... écrire à propos de l'industrie et de ses ramifications. Une industrie fondamentalement militaire, au service d'Etats qui n'existent que pour étendre leur domination sur d'autres États et contre les populations en général, par des moyens de dévaster toujours plus puissants. Au Japon, en Polynésie, en Algérie... la bombe, ça fait Badaboum! et dans la seconde comme des années après le choc, des centaines de milliers de mortes. Et si ces exemples appartiennent au passé - bien que les cancers et les traumatismes soit bel et bien de l'ordre du présent - rien n'indique que les puissances armées aient renoncé à utiliser leur arme de destruction suprême dans le futur, d'autant plus dans un contexte mondial de militarisation et de bellicisme.

Il y a ces explosions volontaires, et puis d'autres, qui n'avaient pas été préparées par un état major. Celles qui provoquent l'empoisonnement d'une population qu'il faudra désinformer, celles qui appellent au sacrifice de travailleurs "héroïques", celles que l'industrie devra dissimuler ou minimiser ; celles avec lesquelles il faudrait "faire avec" ; ils les appellent "accidents" parce que c'était impossible, et pourtant, c'est arrivé. Près de chez vous, peut-être pas encore... mais de Flamanville au Tricastin, on sait qu'un jour, ça peut faire Badaboum!

Le caractère "civil", et l'argument dissuasif, de l'énergie atomique pousse à l'acceptation du quotidien qui l'accompagne malgré ses conséquences désastreuses. L'énergie nucléaire, un moyen de pacification qui nous impose, à l'instar de toute autre production énergétique, un ordre capitaliste basé sur l'atomisation des relations sociales, la mécanisation (numérique) de la vie quotidienne et le contrôle social : un ordre autoritaire qui nous dicte l'obéissance. Mais d'une manière plus pernicieuse encore que les autres énergies, l'industrie nucléaire crée des infrastructures industrielles et des déchets toxiques pour des milliards d'années. Par des termes et des sigles en tous genres qui sont faits pour être difficiles à comprendre et à retenir, la logique des experts, tout droits sortis des écoles d'élite comme le Corps des Mines de l'école Polytechnique, tente de nous faire croire qu'elle est indispensable. Par le secret ou par l'enfumage, la "résilience" qu'on nous impose avec l'industrie nucléaire, c'est l'obligation d'obéir à l'autoritarisme de l'État et des industries pour toute notre vie et bien plus encore.

Alors sera-t-on fatalement supprimé-es par une catastrophe nucléaire, militaire ou industrielle ? Nous pensons que non. Car Badaboum! c'est aussi le bruit que fait le pylône THT qui chute, le blindé de la gendarmerie qui tombe dans le ravin, l'explosion sociale qui survient quand on ne l'attend plus. C'est un grondement contre cette société capitaliste nucléarisée qu'il ne tient qu'à nous de mettre en péril, sans perdre de vue nos exigences anarchistes et nos principes libertaires.

Voilà donc un peu de lecture, en espérant pouvoir correspondre avec des lecteur.ices complices, lire vos contributions et créer des liaisons pour approfondir la critique et mettre en lumière les luttes contre le nucléaire et le monde qui va avec !

La lutte antinucléaire n'est pas une promenade de santé, *Un texte revenant sur le rassemblement antinucléaire à Rouen en octobre dernier, nov. 2024.*

Nous participons bon gré mal gré aux rassemblements proposés par la nouvelle coordination antinucléaire depuis un moment, en y portant nos propres positions et sans taire nos critiques sur le mode de fonctionnement et les positions portées par cette coordination. Mais force est de constater que, de rassemblements en rassemblements, de Tours à Rouen en passant par Caen, notre perplexité initiale fait de plus en plus place à la lassitude, et la lassitude à l'accablement...

Le communiqué de cette coordination antinucléaire, «qui regroupe associations, syndicats et partis opposés au nucléaire civil et militaire», pondue après le rassemblement antinucléaire à Rouen et Penly des 12 et 13 octobre est pour le moins affligeant, le présentant comme «une mobilisation réussie». On croit rêver! Nous n'avons visiblement pas les mêmes exigences... Passons sur le fait de gonfler les chiffres des personnes présentes. Ce qui est certain, c'est que nous sommes à des années lumières des 20 000 personnes en manif à Cherbourg en 2006 ou Rennes en 2011, par exemple, et même bien moins que le millier de personnes à Cherbourg en 2023 et à Caen au printemps 2024. Au-delà des polémiques sur le nombre, c'est bien la question qualitative du mouvement qui nous pose question, et donc celle du sens donné à ces différents moments.

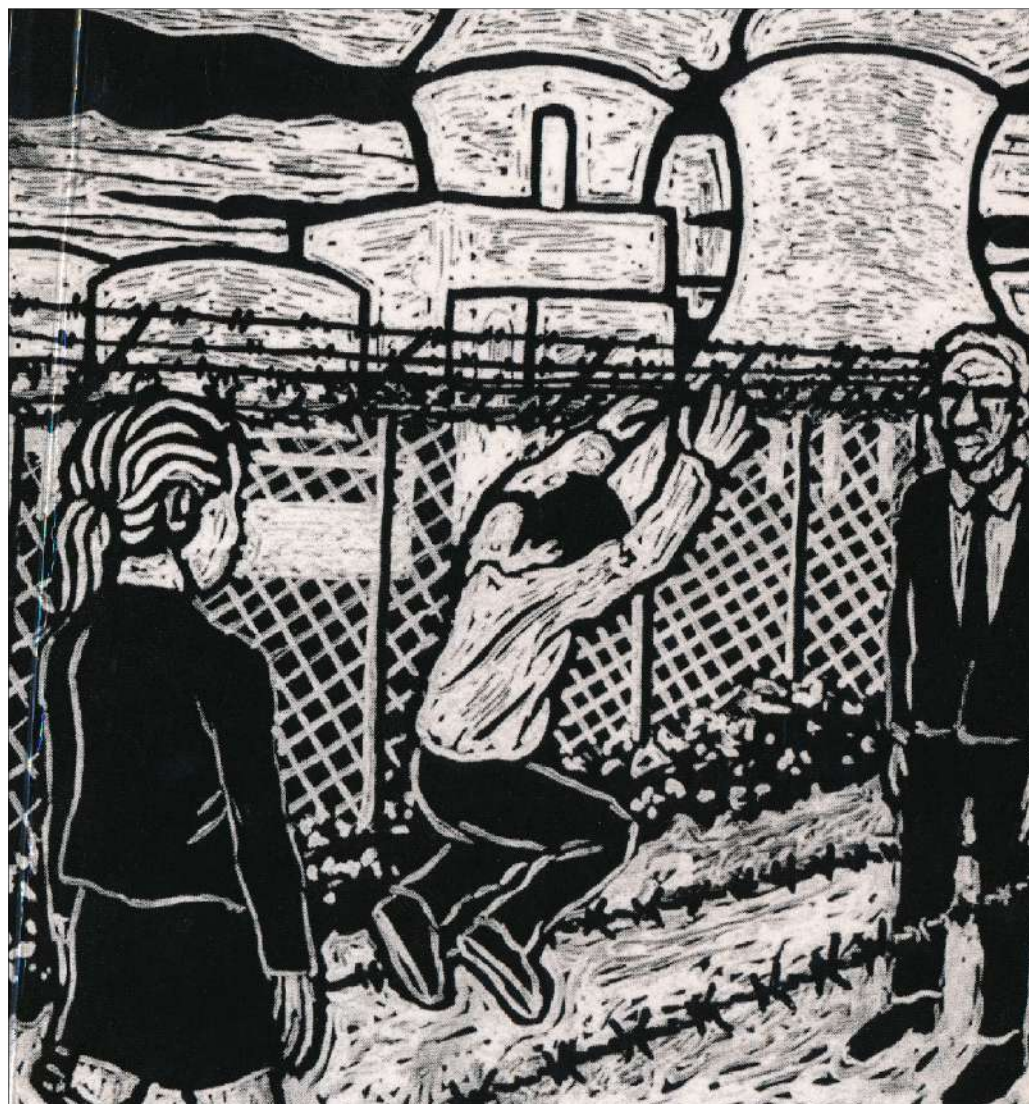
Choix a été fait de mettre l'accent systématiquement sur la dimension spectaculaire et festive, jusqu'à l'overdose. En fait, il ne reste plus que ça. Cette dimension, qui plus est dans un entre-soi confortable, organisée de manière hors-sol car ne s'appuyant sur aucun groupe local actif est un choix de méthode de lutte qui, à notre avis, nous emmène droit dans le mur et n'est en rien à la hauteur des enjeux. On pourrait imaginer que certains rassemblements de ce type cherchent à renforcer des luttes enracinées (Bure, la Hague, oppositions aux lignes THT ou aux câbles sous-marins), ou même chercher à se lier à d'autres luttes sur ce qui est à l'autre bout du réacteur comme par exemple les Data centers, les usines

de voitures électriques, ou l'extraction du lithium nécessaire à la fabrication de batteries électriques – à condition que cela se construise avec les personnes actives sur ces luttes sur la base de l'auto-organisation. Précisons tout de suite que nous n'adhérons absolument pas à la seule tentative de jonction proposée par la coordination antinucléaire : rejoindre les Soulèvements de la terre. Déjà, parce que ce n'est pas pour rien que la question du nucléaire, clivante, est passée sous silence au sein des Soulèvements. Ensuite, parce que nous n'avons aucune envie de renforcer une dynamique hiérarchique qui se croit propriétaire des luttes.

De rassemblements en rassemblements, il y a de moins en moins de monde, de moins en moins d'écho, même médiatique. De fait, la forme que cela prend fait fuir beaucoup de monde, et notamment les personnes les plus déterminées qui ne se retrouvent pas du tout dans ce qui est proposé. Comment peut-on présenter cela comme un succès? Même dans une stratégie réformiste (qui n'est pas la nôtre...), ça n'a aucun sens et tout le monde voit bien que ça tourne en rond. Il faut être aveuglé par l'idéologie citoyenniste, jusqu'au déni de réalité, pour ne pas le voir.

De plus, c'est se voiler la face sur ce qu'est l'industrie nucléaire, particulièrement en France : c'est d'abord une nécessité étatique pour la puissance qu'elle confère, notamment militaire. Qui peut s'imaginer sincèrement qu'une déambulation ponctuée d'une danse va contribuer à effriter un tant soit peu la nucléocratie? Ainsi, c'est totalement illusoire de croire qu'il serait possible que la lutte antinucléaire puisse être une demande polie. C'est comme vouloir mettre fin à la misère en allant prier dans des églises. De pétitions en déambulations, de spectacles en lâchers de ballon, une bonne partie du mouvement antinucléaire a ainsi oublié ce que la lutte implique réellement et que la moindre victoire a été obtenue en se bagarrant, comme à Plogoff contre l'implantation d'une centrale ou dans le Poitou contre un centre d'enfouissement. Il faut

Détail de la gravure en couverture de Fukushima Paradise, Mutines Séditions et La Canaille, 2012.



donc réintroduire la question du rapport de force et des méthodes de lutte qu'elle implique : manifs, blocage, occupation, sabotage, etc.

Nous en sommes loin, et le fait que le communiqué de cette coordination n'évoque même pas le pylône en bambou qui crame très symboliquement sur la plage à Penly (trop véhément?) en dit long. S'agit-il d'une dissociation avec les sabotages? Pourtant, il y a bel et bien des révolté-es qui continuent à lutter avec leurs moyens en profitant de la quiétude des nuits étoilées, même dans cette période difficile. Ainsi, quelques jours avant ce rassemblement à Rouen, un pylône THT a été déboulonné près de Flamanville. En mars dernier, des lignes électriques alimentant un industriel ayant conclu un accord avec l'ANDRA dans le cadre du projet de poubelle nucléaire CIGEO à Bure ont été incendiés, pendant qu'un pylône THT partait en fumée près de Berlin, mettant à l'arrêt la méga-usine de voitures électriques Tesla. Des antennes-relais, des câbles et armoires Internet, des bornes de recharge pour voitures électriques, des tas de choses qui constituent l'ordre atomique au quotidien sont régulièrement attaqués. Voilà qui relève plus de la réussite pour nous que cette petite déambulation à Rouen.

Outre les questions de méthode de lutte, c'est bien le fond et les intentions que nous ne partageons pas avec cette coordination antinucléaire. Que penser de cette conclusion au communiqué, appelant à remplacer le nucléaire par une multiplication tous azimuts des énergies renouvelables? Il s'agit encore et toujours, pour la vieille écologie politique, de sauver un monde, celui des écrans plats, des boulot absurdes, du règne de l'argent, et ne surtout pas le remettre en cause. Pour nous, l'industrie nucléaire est un pilier majeur de l'Etat et du capital, des structures sociales que nous voulons abattre. Nous ne voulons pas seulement en finir avec le nucléaire, mais avec le vieux monde qu'il contribue à porter, celui de l'exploitation capitaliste, de la domination étatique, des ravages industriels et des logiques coloniales. Et c'est pourquoi nous nous inscrivons aussi dans les luttes contre les champs industriels d'éoliennes ou de panneaux photovoltaïques, qui fournissent

l'électricité aux mêmes industries de mort que ne le fait le nucléaire, et dans les luttes contre l'extractivisme – au demeurant nécessaire pour mettre à disposition terres rares et autres minerais pas du tout renouvelables contenus dans la fabrication des éoliennes ou des panneaux photovoltaïques. De toute façon, dans l'histoire du capitalisme, les productions énergétiques se sont toujours surajoutées les unes aux autres et n'ont jamais remplacé l'une ou l'autre. Il faut donc aussi critiquer le capitalisme. C'est une question de cohérence. Cela évite d'ailleurs de plonger dans un borborygme d'arguments absurdes et incohérents, comme c'était le cas de Greenpeace lors de ce rassemblement : cette organisation dénonçait ainsi une construction trop lente de l'EPR. Pour des cancers plus rapides? Un peu plus loin, des gens scandaient des slogans sur le fait que l'EPR coûtait trop cher. Nous étions de celles et ceux qui leur répondaient que même gratuit, le nucléaire serait de la merde! Nous sommes aussi de celles et ceux qui ont profité de ce rassemblement pour participer à la diffusion de la revue antinucléaire anarchiste Badaboum (n° 2).

Avec ce type de rassemblement, nous nous retrouvons donc même en-dessous de ce que charriait déjà l'écologie politique comme contradictions et illusions. Au point de se demander ce que cherche réellement cette coordination antinucléaire... Ces rassemblements ne sont même pas des moments où l'orientation du mouvement et les actions à venir peuvent être discutées, préférant organiser des spectacles plutôt que de discuter de la lutte. Ces discussions sont pourtant d'autant plus nécessaires étant donné l'avancée actuelle du nucléaire partout (enquête publique Technocentre Fessenheim, enquêtes publiques projets annexes CIGEO, enquête publique EPR Gravelines, travaux de terrassement à Penly, prochain démarrage de Flamanville, annonce de non pas 1 mais 3 piscines de refroidissement à la Hague, etc.). Parce qu'outre les méthodes d'action et le fond porté, c'est aussi le mode de fonctionnement qui ne convient pas. Sortir du borborygme dans lequel nous sommes passés nécessairement par l'auto-organisation, et donc par décider collectivement, à la base, des orientations du mouvement, en se défaisant des

hiérarchies des associations, partis et syndicats.

Nous ne voyons plus de notre côté pourquoi mettre de l'énergie dans ce genre de rassemblement. L'annonce discrète du passage d'un train CASTOR entre la Hague et l'Allemagne entre le 18 et le 24 novembre et l'appel à se bouger contre ça est à peu près la seule perspective intéressante diffusée lors de ce rassemblement à Rouen. Il nous semble aussi important d'affirmer une solidarité claire avec les formes d'action directe et le sabotage. La multiplication de ces attaques est essentielle pour mettre des bâtons dans les roues à l'industrie nucléaire et dynamiser un mouvement antinucléaire très faible pour le moment. Réfléchissons aussi aux possibilités de renouer avec des actions collectives, par exemple lors du camp estival s'annonçant en juillet 2025 à la Hague ou encore pour défendre la gare de Luméville, lieu de lutte contre le projet CIGEO à Bure, menacée d'expulsion courant 2025. En tous cas, il y a beaucoup à imaginer pour sortir du chemin tracé à Rouen par cette coordination antinucléaire...

Des participants et participantes du rassemblement antinucléaire de Rouen

Les fantasmes policiers de la lutte antinucléaire

via trognon.info, mars 2025

Depuis novembre 2024, la lutte antinucléaire dans la Manche et le Calvados fait l'objet d'une pression (à défaut d'une répression) dont nous avons quelque peu perdu l'habitude dans l'ouest.

Déjà, d'aucun pouvait être surpris des imposantes forces de gendarmerie et de police mobilisées par la préfecture de la Manche pour la manifestation organisée par le collectif Piscine nucléaire stop le 18 juin 2022 quand 800 personnes (et presque autant de forces de l'ordre) se sont réunies à Cherbourg pour manifester contre le projet de piscines nucléaires à la Hague. Ce que la Presse de la Manche avait alors qualifié d'« *important dispositif de sécurité [est] déployé depuis maintenant plusieurs heures* », soit bien avant le début de la manifestation.

Mais depuis, la machine s'emballe !

En novembre 2024, deux compagnons sont interpellés en plein centre-ville de Caen par plusieurs équipages de flics dont la BAC. Le passage d'un convoi de déchets nucléaires et la proximité de leur véhicule de la voie ferrée (laquelle traverse la ville...) était le prétexte judiciaire pour une fouille du véhicule et la mise en garde à vue des deux compagnons. Motif invoqué : « *entrave à la circulation d'un train* », alors que ce train n'était pas encore passé.

L'une des personnes a fait l'objet d'une perquisition (et par la même ses colocataires, la police ne s'arrêtant pas à la privauté des différentes parties de l'appartement) et curieusement, une seconde équipe de sbires, pour certains masqués, intervient et prend des photos. (Plus d'infos dans l'article paru sur trognon.info)

Début février 2025, la Presse de la Manche indique que la « *piste d'une mouvance antinucléaire était étudiée par les enquêteurs* » suite à un simple tag contre un jobdating de la semaine des métiers du nucléaire, à Cherbourg.

Dans le même temps, mais sous couvert d'un autre motif lié aux piscines de déchets nucléaires envisagée dans la Hague, un militant antinucléaire fait l'objet d'une perquisition à son domicile.

Ayant refusé de donner ses empreintes et son ADN lors de l'audition qui a suivi, il est convoqué devant le tribunal judiciaire de Coutances le 3 juillet 2025 pour ces refus.

Et il y a eu vent de contrôles de véhicules par le PSIG à l'issue d'une réunion anti-nucléaire publique.

Courant février aussi, quelques jours après une réunion publique anti-nucléaire à Caen, la présence d'un indic a été découverte. Lui qui se présentait comme un ancien travailleur de Flamanville dégoûté des conditions de travail, spécialiste de la récup, et ayant eu l'info de la réunion par un voisin babacool, est venu au squat où la réunion se tenait en proposant téléphones et cartes sim. Quelques jours plus tard, celui qui se faisait appeler Pikachu a lui-même révélé être en lien avec la police (par maladresse ?).

Bref, de petits éléments qui montrent ou veut faire croire que les forces de la répression tant au niveau du judiciaire (Cour d'appel de Caen), de l'État (via les préfecture de la Manche et du Calvados) et de ses forces de polices (tant policières que gendarmesques) sont mobilisées dans la crainte d'un renouveau de la lutte antinucléaire face aux multiples projets du nucléaire et le monde qui va avec.

Sachons nous en protéger et que cela ne freine pas la lutte !

Nik l'État et sa police !



détail d'El Càrtel, Numéro Radiante, 2011

Pourquoi nous sommes opposés à l'énergie nucléaire... allez savoir.

Ce texte est issu du n°14 de la revue Survivre et vivre, édité en novembre 1972. Cette revue a été fondée par le mathématicien Alexandre Grothendieck en 1970 à Montréal, à l'occasion d'une intervention de Grothendieck dans un séminaire. Ce fils d'anarchiste est alors en train de poser la question de la finalité de la recherche scientifique (en 1972, il mène des conférences devant des parterres de scientifiques et technocrates intitulées « Faut-il arrêter la recherche scientifique ? »). Il refuse de se rendre en URSS en 1966 pour aller chercher sa médaille Fields, motivé par ses positions antitotalitaires. Il quitte en 1970 l'Institut des hautes études scientifiques quand il se rend compte qu'il est en partie financé par des fonds militaires. Dans ce groupe, on trouve aussi Claude Chevalley, Pierre Samuel, Didier Savard, Denis Guedj, Jean-Pierre Aboulker, Daniel Parker, Daniel Sibony, etc.

Le groupe Survivre et vivre mène une critique écologiste – tout en critiquant les premiers pas de l'écologie technocratique – et antimilitariste de plus en plus radicale, et de plus en plus ouvertement révolutionnaire et libertaire. La critique de l'industrie nucléaire y prend une place importante, logiquement. Si nous publions ce texte, c'est parce que son propos n'a malheureusement pas pris une ride. Il est toujours aussi urgent de refuser le nucléaire et la logique technicienne dans lequel il nous enferme, logique qui nous dépossède de nos vies. Et pour cela, la science ne nous est d'aucun recours, bien au contraire : transformée en idéologie (le scientisme), elle alimente le poison. Il vaut mieux s'en remettre à un bon sens guidé « par une attitude d'écoute à l'affût du moment », « mettant en avant tout ce qui est et en particulier nous-mêmes en tant qu'êtres vivants, désirants » ; à un bon sens « écologique » et « libertaire ».

DÉPASSER LE DÉBAT TECHNIQUE

Sur le thème de l'énergie nucléaire, notre propos principal n'est nullement de nature "technique". Il n'est pas, par exemple, de contribuer à forcer les autorités "compétentes" à abaisser draconiquement les seuils de "sécurité" (sic) concernant les doses de radioactivité "admissibles" (resic) pour la population ou pour les travailleurs des centrales nucléaires et des centres de recherche ; ou à prendre certaines précautions élémentaires dans le stockage des déchets radioactifs ; ou à améliorer la fiabilité des dispositifs de sécurité des réacteurs nucléaires pour diminuer les chances d'un accident majeur. Nous engager dans une telle voie, comme

le font certains groupes écologiques amis, reviendrait d'ailleurs, que nous le voulions ou non, à nous enfermer dans un débat d'experts qui passerait par-dessus la tête du large public, c'est à dire de tous ceux qui sont concernés au premier chef. Ils seraient réduits encore au rôle de témoins passifs et impuissants d'un débat où ils ne figurent que comme objets, objets de statistiques contradictoires dont la signification leur échappe.

Notre opposition à l'énergie nucléaire n'est pas non plus conditionnelle, liée à l'état d'imperfection actuel de ses techniques. Elle ne pourrait être levée par des progrès énormes dans ces techniques, par exemple par l'avènement de "l'énergie de fusion" qui est l'objet de tant de spéculations futuristes.

NOTRE OPPOSITION NE VISE RIEN MOINS QU'AU DEMANTELEMENT ET A LA DISPARITION DE L'INDUSTRIE ATOMIQUE.

Elle procède d'une vision globale, non technicienne, de l'évolution de la société et de nos propres désirs concernant les rapports entre les gens dans la société qui est en train de naître.

Ainsi notre propos est de contribuer à briser le silence qui continue à se faire autour du visage et des finalités de l'industrie atomique ; de contribuer à créer un climat propice à un large débat public où chacun de nous, qu'il soit ouvrier, paysan, petit employé, ou physicien, biologiste, médecin, ingénieur nucléaire..., soit incité à examiner le problème dans son ensemble et à faire entendre sa propre parole, suivant ses propres désirs ; et de prendre ce débat comme une occasion parmi d'autres d'exprimer nos propres options comme partie intégrante de cette vision commune, de ces désirs communs.

TROIS RAISONS POUR ÊTRE "CONTRE"

Pourquoi donc, en l'occurrence, sommes-nous fermement opposés à l'industrie atomique ? Nous voyons en fait trois groupes de motifs puissants, que nous allons présenter succinctement.

1 Raisons techniques : l'industrie atomique est dangereuse.

On commence seulement à s'apercevoir qu'il en est ainsi de tout processus de production "industrielle", c'est à dire de toute production de masse centralisée, où de grosses quantités de choses variées (énergie, produits usinés, produits alimentaires ou pharmaceutiques, déchets, etc.) sont produites en un lieu relativement restreint, avec nécessairement une planification centralisée de la production. Il se trouve que l'aspect irréversible, donc destructeur, des processus industriels (que révèle la pollution généralisée) est valable pour les processus classiques de production d'énergie (centrales thermiques, grands barrages, gazomètres...).

Néanmoins le nombre et la nature des dangers associés à l'énergie nucléaire sont particulièrement impressionnants. La négligence avec laquelle les promoteurs de cette énergie les ont traités en est d'autant plus hallucinante, ainsi que le mépris du public, qu'ils ont systématiquement maintenu dans l'ignorance. Dans un autre article, ci-dessous, nous donnerons une liste des principaux dangers connus associés à l'énergie nucléaire, et des aspects particulièrement inquiétants de la pollution radioactive parmi les autres types de pollution. Cela ne veut pas dire nécessairement que nous considérons le problème de la pollution radioactive comme le problème numéro un de tous les problèmes de la pollution industrielle, et l'énergie atomique comme la plus polluante des énergies actuellement utilisées.

Il nous semble illusoire de vouloir comparer en termes soi-disant "objectifs" "l'importance" des différents types de pollution. C'est à une démarche caractéristique de cet "esprit technicien" dont nous sommes tous plus ou moins prisonniers. Pour l'homme que les bruits

de l'usine ou de la ville mènent à la dépression nerveuse, n'est-ce pas la pollution par le bruit qui est la plus importante, et ne serait-il pas ridicule de prétendre lui prouver "objectivement" qu'il n'en est rien et que la pollution radioactive (dont il n'a peut-être jamais entendu parler) est plus importante encore ?

2 Le développement de l'industrie atomique est étroitement lié à celui de l'armement atomique.

En France, comme aux Etats-Unis, en URSS ou en Angleterre, tout le plutonium obtenu par le traitement du combustible usé des piles atomiques est utilisé par l'armée pour la fabrication de bombes A. Il est sans doute inutile de s'étendre ici sur le potentiel destructeur de ces armes, sur le caractère cauchemardesque de leurs effets (cf les cobayes humains d'Hiroshima et de Nagasaki¹) et sur le caractère suicidaire de l'utilisation à grande échelle des armes atomiques dans un éventuel conflit planétaire. A l'heure actuelle tout le plutonium utilisé dans les bombes provient de ces piles. L'armée est le premier et le principal client de l'industrie atomique, qui s'est d'ailleurs développée d'abord aux Etats-Unis à la suite du gigantesque effort technique et financier du "Manhattan Project" en 1942-45 (dont l'aboutissement a été les bombes "expérimentées" sur Hiroshima et Nagasaki). La première fonction de cette industrie était de fournir régulièrement à l'armée le plutonium qui, autrement, lui serait revenu à un prix prohibitif. Cela reste vrai dans une large mesure à l'heure actuelle.

Nous sommes persuadés qu'on investirait bien moins dans "l'atome pacifique" si l'atome belliqueux n'était pas derrière lui.

1. Voir à ce sujet Robert J. LIFTON "Death in life ; survivors of Hiroshima" (Vintage Giant, 1969)

Photographe anonyme, la chanteuse d'opéra américaine Marguerite Piazza posant en tant que "Miss Radiation" avec des militaires, le 29 mars 1955.



3 La dépendance vis-à-vis de l'énergie nucléaire nous empêche d'être nous-mêmes "maîtres de notre vie".

C'est là encore un aspect commun avec essentiellement tous les processus de production industrielle centralisée. Dans la mesure où nous dépendons d'un tel processus, nous dépendons en même temps d'une superstructure industrielle, immense et enchevêtrée, pratiquement à l'échelle planétaire ; nous n'avons sur elle aucune prise, ni pratiquement sur ses dimensions démesurées, ni théoriquement sur son extraordinaire complexité. Lorsqu'il est question de la sécurité de tel ou tel procédé, de l'opportunité de telle ou telle option, de telle ou telle implantation, les aspects techniques incompréhensibles au profane sont systématiquement mis en avant, ce qui lui enlève la parole au bénéfice des "experts". Ces experts sont eux-mêmes étroitement contrôlés et conditionnés en faveur de la promotion par la structure particulière dont ils font partie : chimie, métallurgie, pétrole, atome, etc. Le plus souvent, point n'est d'ailleurs besoin de pression explicite pour que l'expert prenne fait et cause inconditionnellement et "sincèrement" pour la promotion du type de production dans laquelle il est employé, donc pour l'expansion des services et des projets auxquels il est attaché : cette expansion ne représente-t-elle pas sa meilleure chance de promotion sociale, n'est-ce pas elle qui lui permet d'améliorer son statut privilégié dans la société, sa sécurité et son prestige ? Il est

à peine question pour lui de mettre en balance un conformisme qui se matérialise en une position confortable et respectée, avec une augmentation de quelques pourcents dans la probabilité de cancers ou de leucémies pour lui-même et pour tout autre individu de la population dont il fait partie. En effet, le caractère systématiquement parcellaire des tâches et des responsabilités lui rend particulièrement facile l'ignorance des effets globaux, dangereux ou dégradants, de la production dont il est le serviteur : aucun de ces effets ne fait le plus souvent partie de sa compétence particulière. Si même il est chargé de la protection radioactive du personnel d'une centrale ou des populations voisines, on lui demande simplement de veiller au respect des "seuils de sécurité" et de signaler à ses supérieurs "compétents" tout dépassement de ces seuils ; par contre, on ne lui demande surtout pas de se poser des questions sur la signification ni sur la validité desdits seuils, ni sur l'ignorance générale du personnel ou de la population à ce sujet. Si, par extraordinaire, il se pose de telles questions, son instinct lui dictera de les garder pour lui et en tous cas de ne pas en faire état publiquement, sous peine de perdre son emploi et d'être mis au ban de sa profession (avec, qui plus est, la bénédiction de "son" syndicat²).

L'énergie nucléaire nous paraît un cas extrême de production aliénée, mystérieuse, magique même pour la plupart des gens. Cela tient en partie à ce qu'elle s'appuie sur une recherche

2. Jusqu'à présent, sauf exceptions rarissimes, toute mise en cause de la nature et de la finalité du travail, dans une entreprise ou un type de production déterminé, a été pris par les syndicats comme une attaque directe contre les travailleurs. On a vu des syndicats réclamer la continuation de programmes aussi manifestement antisociaux que la construction des sous-marins atomiques et du Concorde. L'attitude de la section CGT de Saclay vis à vis de notre campagne relative aux déchets radioactifs est à cet égard significative (détails p.8). La première réaction de la section syndicale CFDT a été analogue, en ce sens qu'elle a essayé de limiter le débat en affirmant qu'il existe une solution technique au problème des déchets, laquelle solution serait "trop longue et difficile à expliquer à un public non averti"(!). Sous la pression de camarades syndiqués d'autres secteurs, inquiétés par certains aspects de l'industrie nucléaire, il semble qu'un véritable débat ait néanmoins commencé, tout au moins au niveau de certains responsables syndicaux CFDT. Nous attendons avec intérêt que ce débat soit également posé à la base dans la CFDT, comme dans l'ensemble du mouvement syndical. Il nous semble qu'il s'ouvrira tôt ou tard, et il est à prévoir que la CGT sera encore la dernière à y entrer.

de pointe, la recherche nucléaire, dont même les notions de base demandent, pour être comprises, un bagage scientifique (et, en particulier, mathématique) important, et donc de nombreuses années d'études ardues (que les obstacles artificiels de la sélection scolaire rendent plus longues et plus ardues encore). Il est à la portée de beaucoup de se familiariser assez avec un moteur de voiture pour en comprendre le fonctionnement et en réparer les pannes principales (sous réserve de trouver les pièces de rechange ou d'avoir l'outillage pour les refaire). Rien de commun avec la technologie nucléaire, où la moindre expérience demande un outillage théorique et matériel considérable, et où la production du premier watt électrique d'une pile repose sur un appareil technologique qui a coûté des milliards !

Aussi cela ne nous semble nullement l'effet du hasard si c'est dans le cas de l'énergie nucléaire que le mépris envers le public, par le truchement notamment d'agences publiques comme le CEA ("*commissariat à l'énergie atomique*") et l'EDF ("*électricité de France*"), est allé plus loin que partout ailleurs (voir l'article "*Le courrier du cœur*"). C'est le seul cas, à notre connaissance, où le même organisme, le CEA, est à la fois chargé de la promotion d'un certain type de production et de la protection du public contre les effets de cette même production !

LA POLÉMIQUE NUCLEAIRE...

Aucun des trois groupes de motivations contre l'industrie nucléaire n'est sans réponse de la part des tenants de cette industrie ou des indécis. À l'argument "*l'industrie nucléaire est dangereuse*", ils répondent, s'ils sont mal informés ou de mauvaise foi, que l'énergie atomique est "*propre*", et d'autres slogans du même acabit qui ne résistent pas à l'examen. Sinon, ils insistent sur l'inévitabilité du développement de cette énergie et estiment que ses dangers sont du même ordre que ceux liés à l'usage de la voiture (que les statistiques d'accidents ne freinent nullement) et qu'ils sont plus que compensés par les avantages que ce développement représente (avantages pour qui et en quoi ? - voilà une question importante qui est rarement approfondie dans ce contexte).

Enfin, ils font miroiter la possibilité de développements techniques qui permettraient, dans l'avenir, d'éliminer les dangers liés à l'industrie nucléaire³.

À l'argument "*l'industrie nucléaire est la pourvoyeuse de la force de frappe*", ils répondent en insistant sur l'utilité de cette force dans l'état actuel d'équilibre des forces, ou, s'ils sont opposés à l'atome militaire, en faisant remarquer que l'utilisation militaire du plutonium résiduel n'est pas une fatalité inéluctable, que la Suède par exemple est en train de développer une industrie nucléaire sans se doter en même temps d'une force de frappe.

À l'argument "*l'industrie nucléaire nous empêche d'avoir pouvoir sur notre vie*", ils répondent en faisant ressortir l'impossibilité pour l'individu d'exister indépendamment de l'ensemble de la société, et le caractère inéluctable, voire désirable, d'un développement rendant chacun plus solidaire de cet ensemble. Ou bien, s'ils sont à tendances socialisantes, ils évoquent la possibilité d'une société où toute la production industrielle, y compris celle de l'industrie nucléaire, serait étroitement contrôlée par des conseils ouvriers, et échapperait ainsi au contrôle des experts techniques, administratifs, politiques ou militaires.

Chacun de ces contre-arguments admet lui-même une ou plusieurs "*parades*" naturelles, butant à leur tour sur de nouveaux contre-arguments ou sur de nouvelles dérobades. Il ne nous semble guère utile d'entrer ici dans toutes les arcanes d'une telle polémique.

Sur le plan des "*faits objectifs*", la discussion ne saurait être qu'une discussion technique. Sur ce plan, il nous semble parfaitement possible, voire probable, qu'on puisse faire une "*démonstration objective*" pratiquement irréfutable de l'impossibilité de poursuivre à plus ou moins longue échéance (par exemple, jusqu'à la fin du siècle) industrie nucléaire sur sa lancée actuelle. Cela n'implique nullement qu'il nous semble utile, ni même désirable, de développer dans un esprit scientifique une telle "*démonstration*" si rigoureuse soit-elle. Une

3. Par exemple l'énergie "*de fusion*", sur laquelle nous ne pouvons, faute de place, donner de détails dans ce numéro.

telle démarche serait en effet typiquement "*technicienne*", et aurait tendance à emprisonner le débat, et les attitudes des populations concernées (c'est à dire de tout le monde), dans les limites du discours technicien, de celui qui se pose constamment la question du "comment" sans se poser jamais la question du "pourquoi".

D'ailleurs, alors même qu'une telle démonstration serait écrite et publiée dans une édition accessible à un public relativement vaste, l'impact pratique d'une telle publication sur les options prises par les gens serait sans doute faible. En effet, nous avons pu constater encore et encore, dans toute question faisant intervenir implicitement ou explicitement certaines options fondamentales de la personne, faisant intervenir sa vision du monde et son propre rôle dans la société, à quel point les arguments purement rationnels, relevant soit du bon sens, soit de la rigueur de la méthode scientifique, étaient entièrement inopérants devant les réactions viscérales plus ou moins inconscientes, fondées sur le désir de sécurité, le désir de puissance, l'attachement à des valeurs et à des attitudes reçues...

Peut-être pouvons-nous même discerner un reste de santé dans ce refus universel et spontané de plier nos désirs (même factices, même aliénants) à la tyrannie de la logique déductive !

... ET SA VRAIE SIGNIFICATION.

Quand on dépasse l'aspect technique, localisé, du débat, avec ses batteries d'arguments et de contre-arguments, on s'aperçoit qu'au-delà de toute argumentation s'affrontent deux visions différentes du monde. L'une est la vision "*technicienne*", fondement de la société industrielle, dans laquelle, brutalement ou subtilement, le - Ce qu'ils sont longs dans Survivre - "*technique*" se trouve constamment mis en avant, comme un donné que nous devons nécessairement assumer, en ignorant nos propres désirs, sans nous interroger sur nos propres finalités ni sur celles des techniques qui dominent notre vie. L'autre est la vision qu'on pourrait appeler "*écologique*" ou "*libertaire*", mettant en avant tout ce qui est et en particulier

nous-mêmes en tant qu'êtres vivants, désirants, appréhendant le réel d'instant en instant par une attitude d'écoute à l'affut du moment, plutôt que par des méthodes toutes faites posées en absolu. L'une accepte pour l'essentiel la société technicienne et industrielle, sous réserve éventuellement de quelques modifications de - Courage, c'est bientôt fini ! - fonctionnement au niveau des mécanismes de décision ; l'autre la refuse profondément, dans ses aspects essentiels d'aliénation culturelle et de machine destructrice de toute vie. Aussi longtemps que cet aspect du débat n'est pas compris, celui-ci est condamné à rester un dialogue de sourds, un double monologue, ou une bataille d'experts à grand renfort de millirems, de kilocuries et de mégawatts.

Le comité de rédaction de Survivre et Vivre n°140

(pas unanime quant au style)

de l'Académie Française

Autonomes ? Par nécessité !

La Crasse de la Manche, novembre 79

Le CCPAH (Comité contre la pollution atomique dans la Hague) est créé en 1971. Il est nourri de l'esprit soixante-huitard et refuse la hiérarchie. Il est alors bien seul à porter la critique du nucléaire, à la fois civil et militaire, dans un coin de pays en train de se faire coloniser par l'industrie nucléaire. Il diffuse des tracts et un journal à partir de 1977, *La crasse de la Manche*, et mène aussi des actions de blocage de convois de déchets atomiques. Puis il participe à la lutte contre l'implantation de la centrale de Flamanville. On y trouve différentes personnes de différents horizons, y compris des salariés de l'arsenal militaire de Cherbourg, industrie pourtant active dans la nucléarisation du Cotentin (fabrication de sous-marins nucléaires). *La crasse de la manche* y est distribuée à plusieurs centaines d'exemplaires sous le manteau.

Le CCPAH va animer les luttes antinucléaires locales avec sa propre tonalité. C'est notamment le cas lors des luttes contre l'arrivée des déchets étrangers, notamment japonais, vers l'usine de la Hague. Cette dernière est en train de passer du CEA à la COGEMA, c'est-à-dire à une entreprise qui doit se rentabiliser. Ce changement suscite une opposition ambiguë : globalement, elle ne remet pas en cause l'industrie nucléaire, mais la transformation de ce coin de pays en poubelle nucléaire, où les déchets des quatre coins de la planète sont envoyés.

Une opposition massive va se constituer, réunissant lors de la première arrivée du navire transportant les tonnes de combustibles irradiés près de 10000 manifestants et manifestantes à Cherbourg. Ceux et celles-ci font face aux forces de l'ordre en janvier 1979, bloquent la voie ferrée et le pont tournant, cherchent à désorganiser le dispositif pour empêcher le convoi de déchets de parvenir à destination. Des affrontements ont lieu.

Dans cette opposition, on trouve les habituelles organisations bureaucratiques de gauche : CFDT, PC, PS et même la CGT, qui refusera toutefois de déposer un préavis de grève le jour de l'arrivée du bateau. À côté de cette coordination aux accents nationalistes (les déchets français, ok, mais pas les déchets étrangers), une autre est plus clairement antinucléaire, regroupant les Amis de la Terre, l'union régionale CFDT, le CRILAN (association

antinucléaire). Les 2 coordinations s'entendent pour former une plateforme de 18 organisations. Et puis il y a des tas de gens, estampillés "autonomes" par un pouvoir aux abois et une presse aux ordres.

En octobre, rebelote. Un second chargement en provenance du Japon est débarqué. Seul le SGEN-CFDT, syndicat enseignant, dépose un préavis de grève. La gauche, dans son ensemble, dit avoir peur de débordements et des "autonomes". Il n'y a que quelques centaines de personnes pour bloquer le transport ferroviaire au port de Cherbourg. Des grues ont toutefois été sabotées dans la nuit et des rails ont été déboulonnés, ce qui retarde le convoi. Près de la Saline, deux wagons sont lâchés sur une petite pente et déraillent sur les voies près de l'arsenal. Quand les CRS chargent la foule, ils sont pris à revers par des ouvriers de l'arsenal. Les flics ont au moins le mérite de susciter de saines solidarités et de provoquer des jonctions contre eux ! Les déchets seront finalement transportés par camions, non sans que des parpaings éclatent les parebrises.

La désinformation bat alors son plein. Les médias évoquent même de prétendus tireurs embusqués parmi les opposants et opposantes ! Les organisations politiques et syndicales se dissocient des actions et des révoltés, agitant la figure fantasmagorique des méchants "autonomes". C'est dans ce contexte qu'est publié le texte "Autonomes ? Par nécessité !" dans *La crasse de la Manche*. Le voici :

Les quelques jours qui ont suivi l'arrivée du "*Pacific Fisher*" à Cherbourg ont vu éclore un certain nombre de communiqués dans les colonnes des journaux locaux.

Émanant de diverses organisations presque tous ces articles revenaient sur les événements qui eurent lieu sur la voie ferrée. La plupart des signataires se désolidarisaient des "éléments incontrôlés" pour certains, "autonomes" pour d'autres. Ces propos employés d'ordinaire par les forces de l'ordre ou la presse bien pensante ont été utilisés par des organisations qui feraient bien de réfléchir à deux fois avant de porter de tels jugements. En effet, il nous a semblé que ces autonomes n'étaient pas des êtres venus d'ailleurs, mais bien souvent des militants connus, membres à part entière de divers syndicats, partis ou associations. Si par malheur ces camarades se retrouvaient un jour devant un tribunal, les juges sauront se servir des déclarations de certains pour mieux condamner ceux qui, par leur action, ont su compenser la carence des 18 sur le terrain. Le préfet s'est déjà servi des jugements de la CGT, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Nous ne pouvons être d'accord avec de tels comportements surtout de la part de quelque organisation que ce soit des 18.

Nucléaire et extractivisme

Le nucléaire est lié et renforce l'extractivisme, c'est-à-dire le pillage des minerais du sous-sol de notre planète au profit de la société industrielle et capitaliste. Et ceci pour trois raisons :

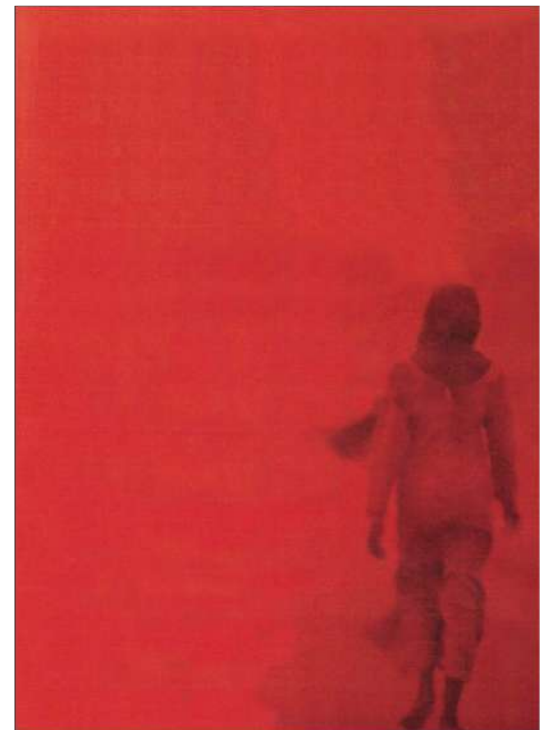
D'abord, les centrales atomiques ont besoin de minerai, en l'occurrence d'uranium. Le Kazakhstan exporte près de la moitié du minerai dans le monde. L'Australie, la Namibie, le Canada, l'Ouzbékistan, l'Afrique du Sud et la Russie fournissent aussi de l'uranium, ainsi que quelques autres pays. En France, les mines d'uranium sont aujourd'hui fermées – mais continuent à polluer. La France a aussi largement pillé les ressources du Niger, empoisonnant les sols et les populations locales, tout en maintenant une dictature complaisante avec ses activités pendant des décennies. Aujourd'hui fermées, les mines d'uranium continuent de rendre malades. Une fois extrait, l'uranium est transformé chimiquement (« *enrichi* ») pour devenir la matière première des centrales nucléaires. Les géants industriels de l'uranium sont Rosatom, Orano, Cameco, Rio Tinto et Kazatomprom.

Ensuite, l'industrie nucléaire appuie l'essor de la société capitaliste et industrielle, largement dépendante, et de plus en plus, de l'extraction minière. L'électrification à tout va et le développement du numérique intensifient l'extractivisme étant donné que les besoins en minerai ne cessent d'augmenter. A l'autre bout du smartphone, de l'ordinateur ou de la voiture électrique – des objets dépendants de l'extraction de minerai – tourne une centrale nucléaire. Entre 2002 et 2015, environ 1000 milliards de tonnes de matière ont été extraites, soit un tiers de la totalité puisée dans les sous-sols depuis 1900. Chaque année, plus de 70 milliards de tonnes de « *ressources naturelles* » sont arrachées à la Terre pour alimenter les chaînes de production et de consommation, soit une multiplication par 27 au cours du 20^{ème} siècle. En 2030, le chiffre devrait dépasser les 100 milliards par an. Les chiffres donnent le tournis. L'industrie vide littéralement la planète, et le nucléaire lui fournit l'énergie pour le faire. Les géants de l'industrie minière sont BHP, Rio Tinto, Glencore, Vale et China Shenhua Energy.

La dématérialisation est en réalité une artificialisation qui ne fait qu'accroître la matérialité de l'économie, c'est-à-dire l'exploitation des sols et des êtres, mais aussi les rivières de sang pour le contrôle des ressources, depuis l'Irak jusqu'au Nigéria. La guerre de 1996 et 1997 en République Démocratique du Congo, ex-Zaïre, avait par exemple pour enjeu le germanium, indispensable au développement d'Internet. Aujourd'hui, les conflits de cette zone sont alimentés essentiellement par la recherche du contrôle du cobalt, nécessaire aux batteries des appareils électriques et électroniques. L'extractivisme n'est pas seulement exotique : des mines de lithium, élément nécessaire aux batteries électriques et représentant déjà un tiers de l'extraction minière, sont en projet en France, dans l'Allier, par l'industriel Imerys. De ces mines aux centrales, c'est la même société qui est donc à combattre.

Enfin, l'extractivisme correspond à un pillage des minerais du sous-sol orchestré par quelques grandes entreprises, c'est-à-dire par des capitalistes, souvent directement détenus ou du moins soutenus par les grandes puissances étatiques. L'extraction minière se mêle à des enjeux géopolitiques, dans lesquels les grands gagnants sont les puissances dotées de l'arme atomique : Etats-Unis, Chine, Russie, France, Grande-Bretagne sont parmi les Etats les plus dévastateurs concernant l'extractivisme, et leur arsenal nucléaire est une condition de leur capacité à maintenir leur rapacité.

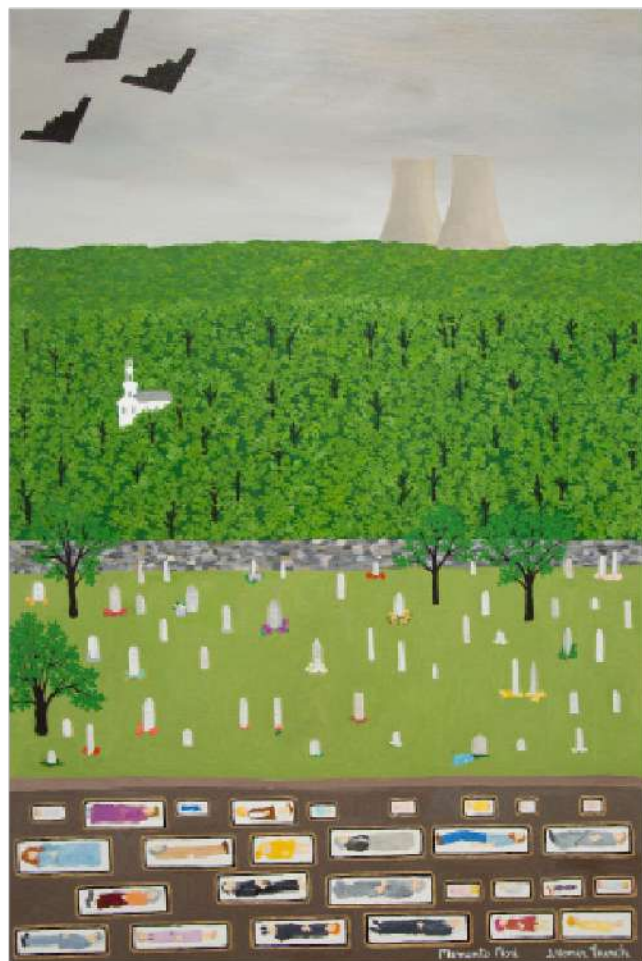
Photogramme du film
La colère dans le vent,
Amina Weira, 2016



Mine d'uranium de Kazatomprom, au Kazakhstan.



Le gaz à effets de serre émis par les centrales nucléaires



Jessie Homer French, Memento Mori, 2022

Chaque année, les centrales nucléaires émettent des gaz à effet de serre dans l'atmosphère qui viennent renforcer le réchauffement climatique. En ne prenant en compte que le CO₂, les nucléocrates adaptent la réalité à leurs intérêts. L'industrie nucléaire est pourtant bien loin d'être une solution au réchauffement climatique, que ce soit en début de chaîne (extraction minière, transport) ou en bout de chaîne (société d'hyperconsommation), mais aussi pendant la production d'électricité.

En 2021 et pour la seconde année consécutive, la centrale de Flamanville avouait des fuites de SF₆ (hexafluorure de soufre) supérieures à la limite maximale autorisée. Le SF₆ est un gaz à effet de serre extrêmement puissant : un kilo de ce gaz équivaut à 23000 kilos de CO₂. Il est aussi très stable, restant dans l'atmosphère pendant 3000 ans avant de se décomposer. La centrale de Flamanville en balance plus de 100 kilos en 9 mois.

Il s'agit d'un gaz artificiel. À partir de fluor, gaz très toxique, l'industrie chimique fabrique d'autres gaz utilisés par exemple comme isolant chimique. C'est le cas du SF₆, gaz considéré comme l'un des plus responsables du réchauffement climatique actuel. Orano est spécialisé dans la fabrication de ces composants chimiques. Outre le SF₆, des liquides de refroidissement contribuent eux aussi au réchauffement climatique et sont abondamment utilisés et rejetés par les centrales nucléaires. Assurément, le nucléaire ne sauvera pas le climat.

Le nucléaire nécessaire à la dystopie technologique

Le nucléaire pour sauver le climat, c'est bien sûr des conneries. Alors pourquoi le pouvoir tient tant à continuer à développer le nucléaire ? Il y a les intérêts militaires, déjà. Maintenir l'industrie nucléaire, c'est maintenir la fabrication de l'arme atomique pour les Etats-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, la Chine, l'Inde, Israël, le Pakistan, la Corée du Nord et tout un tas de pays qui pourrait fabriquer la bombe en quelques mois (Japon, Allemagne...). Il y a aussi le développement des nouvelles infrastructures industrielles liées au numérique et à l'Intelligence Artificielle : câbles, antennes relais, satellites, Data Centers, capteurs, batteries électriques, etc.

La part du numérique dans la consommation mondiale d'électricité est estimée à 50% pour 2030, soit la quantité équivalente à ce que l'humanité consommait en 2008. Cette croissance du numérique est principalement due au rythme de renouvellement des smartphones (2 milliards par an), au développement des objets connectés, à la numérisation des industries et à l'explosion du trafic de données, ce dernier croissant selon l'un des leaders du numérique, Cisco, de 25% par an.

Le développement de la vidéo tient une part importante dans l'expansion du numérique. Netflix représente à elle seule 15% du trafic Internet global en 2020. Les réseaux sociaux ne sont pas loin derrière : Facebook, c'est 8,4% du trafic la même année. Les sites pornographiques sont encore plus voraces, avec 300000 visiteurs par seconde sur les quatre principales plateformes. Le pendant à cette accumulation de données est l'accumulation d'infrastructures pour faire fonctionner le réseau.

C'est le cas notamment des Data Centers, sortes d'usines de la nouvelle économie où est stockée une quantité de données astronomiques dont dépendent les entreprises et les administrations pour fonctionner. Les Data Centers sont des gouffres en termes d'énergie absorbée, consommant l'équivalent d'une ville moyenne à grande. Et ce n'est que le début.

En 2024, ces infrastructures ne représentaient qu'environ 1,5 % de la consommation électrique

mondiale (415 térawattheures, TWh), mais celle-ci a déjà augmenté de 12 % par an dans les cinq dernières années. « La demande d'électricité des centres de données dans le monde devrait plus que doubler d'ici à 2030 pour atteindre environ 945 TWh, soit un peu plus que la consommation totale d'électricité du Japon aujourd'hui », selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié jeudi 10 avril 2025. Localement, « un centre de données de 100 mégawatts peut consommer autant d'électricité que 100 000 ménages » annuellement, mais demain, « les plus grands centres en construction aujourd'hui consommeront vingt fois plus », l'équivalent de la consommation de deux millions de foyers.

Selon l'AIE, « un large éventail de sources d'énergie sera utilisé pour répondre aux besoins croissants » : solaire, éolien, biomasse, charbon, gaz, hydrogène, et bien sûr nucléaire. Ce n'est pas pour rien que les GAFAM ont annoncé vouloir investir dans l'industrie nucléaire... Tout ça pour qu'on soit de plus en plus enchaîné à des machines, fliqué dans nos moindres faits et gestes et toujours plus dépendant d'une dystopie technologique empoisonnant nos sols et notre air.

Mais ces infrastructures sont fragiles. Ce qui s'est passé à Strasbourg le 10 mars 2021 témoigne de la vulnérabilité de ces nouvelles usines. Dans la nuit, un incendie ravage les Data centers de l'entreprise OVHcloud. De nombreux sites Internet hébergés se sont retrouvés hors-ligne pendant plusieurs jours, non seulement en France mais partout sur la planète : la municipalité de Cherbourg, le Centre Pompidou à Paris, l'aéroport de Strasbourg, le site du parti conservateur et souverainiste UPR, l'université du Mans, la police scientifique belge, des entreprises allemandes ou turques, etc. Des données de cabinets d'huissiers, ces champions des expulsions de locataires, ont été complètement perdues. Tout cela pour un seul Data center, ce qui ne manquera pas de donner des idées aux personnes lucides qui ont compris que l'attaque tous azimuts de l'ordre numérique est pressante.

*Déclaration de St Valentin au
directeur départemental de
l'ANDRA, Patrice Torres*

Déclarer sa flamme.

14 février, jour de la St Valentin.

*L'occasion de montrer à une personne
spéciale que l'on pense à elle en lui
offrant de petits cadeaux. Et quel
meilleur endroit pour chercher notre
Valentin que Vallentigny. Petit
village de Haute-Marne avec son
église classée aux « monuments
historiques » dont son cloché tuilé
de bardeaux de bois en fait tout
son charme. À ses pieds, l'ancienne
école communale dont la cour
sert désormais de terrain de
jeu à un chien aboyeur mais
gentil. En effet, c'est ici que vit, à
un jet de pierre des deux sites de
l'ANDRA à Soullaines, dans l'Aube,
Patrice Torres son directeur pour
les départements de la Haute-Marne
et de la Meuse, fièrement responsable
du projet d'enfouissement des déchets
nucléaires Cigéo à Bure.*

*Fidèles à cette tradition très romantique,
nous lui déclarons à cette occasion
7,62mm de notre attention.*

*C'est par voie postale que lui est parvenu
à son adresse personnelle ci-dessous, une
cartouche de ce calibre.*



*Bonne
Saint-Valentin*

*Mr Patrice Torres,
10. rue de l'Église
10 500 Vallentigny.*

Merci maître pour cette chouette année !

Début 2024, l'ANDRA a commencé à exproprier des surfaces supplémentaires manquantes pour le projet Cigéo (qui n'est toujours pas autorisé). Plus de 300 propriétaires sont concernés par cette nouvelle vague d'accaparement foncier. Outre des terres principalement agricoles, l'ancienne gare de Luméville, lieu de résistance sur la future ligne ferroviaire pour les transports nucléaires vers le centre d'enfouissement de Bure est dans le viseur. Patrice Torres annonce dans le plus grand mépris que cette procédure d'expropriation devraient être achevée dans les vingt mois. Avec cette démarche, l'ANDRA entame une nouvelle étape qui menace non seulement la population locale dans leurs existences économiques et sociale, mais aussi directement un lieu stratégique de la lutte contre ce projet.

Nous ne pouvons et ne voulons pas laisser cela sans une réponse forte !

Un démonstrateur de nos colères.

Dans les années 2000, lors des premières phases de planification de Cigéo, le site allemand de stockage de déchets nucléaires Asse 2, ainsi que Stocamine, en Alsace, où son entreposé des déchets industriels hautement toxiques, apparaissaient régulièrement comme des références européennes en la matière. Depuis que des infiltrations d'eau massives ont rendu la mine d'Asse 2 instable nécessitant la récupération des colis radioactifs pendant des décennies, et que Stocamine menace de s'effondrer après un incendie catastrophique qui a duré plusieurs semaines, ces références ne figurent plus dans les évaluations de sécurité. Actuellement, tous les exemples d'échec du concept de stockage géologique sont ignorés dans le monde entier et encore en France. Cigéo est présenté comme quelque chose de totalement nouveau et inédit, dont les risques ne peuvent toujours pas être modélisés de manière empirique.

Pour se faire, l'ANDRA mise plutôt sur la construction de différents « démonstrateurs » et prototypes innovants pour simuler les principes de fonctionnement et les processus prévus (creusement, descenderie, déplacement et surveillance des colis, etc). "À chaque fois que c'est possible, on souhaite travailler avec. On essaie aussi d'implanter localement certains équipements d'essai, comme les démonstrateurs (...), développer au maximum les relations économiques et commerciales avec les entreprises locales et le respect de la commande publique." explique Torres dans un article. Dans une déclaration sur l'action de sabotage contre un collaborateur de Cigéo, FERRY CAPITAINE, le « Groupe Informel d'Action Pirate pour Couler le Ferry » commente avec justesse : "L'ANDRA transforme les entreprises locales en fossoyeurs de leur propre territoire et a en plus le culot de vendre cela au public comme une promotion de l'emploi et un soutien à la croissance du territoire. C'est d'un cynisme qui donne la nausée". Cet aspect tout à fait intéressant du développement territorial ne doit cependant pas nous détourner de ce qui suit.

Outre la création d'une dépendance économique pour les entreprises, les démonstrateurs servent principalement deux objectifs : La réalisation partielle de Cigéo dans sa conception technique et spécifique avant même l'autorisation de construction proprement dite et en contournant le droit nucléaire ; ainsi que de donner à la faisabilité de ce projet totalement irresponsable l'apparence d'une évidence scientifique et un challenge technologique basé sur des données arbitraires sans valeurs.

De cette idée, nous l'avons faite nôtre et considérons notre présent comme un démonstrateur autonome et inattendu, destiné celui-ci, au directeur lui-même du projet Cigéo, mais cette fois-ci en matière d'expropriations. Voilà, cher Monsieur Torres, ce que c'est que de craindre pour sa propre existence ! Peut-être que les résultats de cette expérience seront pris en compte dans la suite du processus et vos évaluations « bénéfices risques ».

Sur la question de la lutte armée dans le mouvement antinucléaire.

Comme nous pensons que cette action ne rencontrera pas trop de sympathie, ni à l'extérieur ni à

l'intérieur du mouvement et que sa réalisation pourrait même inciter à soupçonner une opération sous "*fausse bannière*" visant à criminaliser et à diviser la lutte, quelques mots sur le moyen que nous avons utilisé s'impose.

Dans les années 1970, toute une série de groupes armés en France et dans le monde luttait pour un changement social et politique, avec l'évidence croissante, entre autre, de la catastrophe écologique, mais surtout avec l'émergence d'un mouvement militant de masse contre l'énergie nucléaire. Certains de ces groupes de guérilla ont développés leur rapport à la question écologique dans une idéologie anarchiste, et ont tentés de construire un front supplémentaire par des actions directes pour accompagner ainsi la résistance (en grande partie bourgeoise et privilégiée).

Les attentats à l'explosif et les actions armées ont certes toujours été l'exception et n'ont jamais marqués ou transformés le mouvement de manière décisive, mais ils n'étaient pas non plus inhabituels. Ils ont été perçus et discutés, ont suscité la critique, le rejet, mais aussi la solidarité dans certains cas. Ils faisaient également partie du discours du mouvement et de la lutte.

Les envois de cartouches ont toujours été controversés en tant que moyen d'action (même au sein des structures armées). De la "*menace en l'air*" au "*gaspillage de munitions*" en passant par "*l'escalade inutile de la violence*", les critiques sont aussi variées que le message envoyé est clair. Dans le contexte actuel, il faut admettre que l'utilisation d'un tel moyen mérite d'être expliqué. Pour cela, nous n'avons pas besoin de partir de zéro, car même si les pratiques ont radicalement changé depuis quarante ans, l'action armée n'a jamais totalement disparu du répertoire des militant.es antinucléaires anarchistes.

Par exemple, en réaction à la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011, un commando "*NUCLEO OLGA*" de la FAI/FRI a tiré dans les jambes du PDG du groupe nucléaire italien ANSALDO NUCLEAIRE Roberto Adinolfi à Gênes. L'objectif déclaré de l'action était de contribuer à une revitalisation de la lutte antinucléaire sur le sol italien, ainsi que de mettre en évidence le « *potentiel des possibilités* » de la lutte révolutionnaire en frappant directement des responsables dans leur chaire. Peu de temps après, l'anarchiste Alfredo Cospito a été arrêté pour des faits similaires et condamné à une longue peine d'incarcération. Depuis sa prison, Alfredo Cospito a participé à une discussion sur la lutte contre Cigéo et le nucléaire en général à l'occasion des journées anti-carcérales de Bure en 2020. Dans sa contribution au débat, on y lit notamment ceci : "*Il est clair pour tout le monde que nous parlons d'une lutte pour la survie ; non seulement de notre espèce, mais de la vie de "notre" planète. La nature cour chaque jour le risque d'être « transformée en monstre ». La science et la technologie nucléaires bouleversent de fond en comble l'ordre chaotique de la nature. Nous n'avons pas beaucoup de temps si nous voulons vraiment changer les choses et inverser ce processus autodestructeur. Nous devons et surtout nous ne pouvons plus fixer de limites à l'action, nous devons surmonter les peurs et les scrupules et avancer rapidement*".

Même si le texte date déjà de quelques années, nous aimerions y revenir. Car l'action, dont la réalisation "*militaire*" peut être considérée comme un succès, elle nous laisse quelques points d'interrogation lorsque l'on considère l'objectif déclaré. Ainsi, nous ne comprenons absolument pas comment l'homme peut penser qu'une action armée individuelle peut contribuer à renforcer le mouvement dans la situation actuelle. Et comme on pouvait s'y attendre, l'effet souhaité n'a pas du tout été obtenu.

En revanche, l'idée d'illustrer par cette "*action punitive*" le potentiel des possibilités de notre lutte nous semble plus intéressante. On peut toutefois se demander si c'est un bon motif de tirer sur un être humain uniquement pour illustrer un principe. Il nous manque peut-être ici la dose de nihilisme nécessaire, car les doutes et les scrupules qu'Alfredo Cospito nous conseille de laisser derrière nous, ne semblent pas être les pire sentiments lorsqu'il s'agit d'utiliser la violence armée.

En revanche, nous sommes tout à fait d'accord pour dire que le temps presse et que nous ne devrions exclure aucun moyen de nous opposer à cette technologie ravageuse et autoritaire.

Mais quels sont donc les moyens appropriés pour lutter contre une industrie qui, dans son fonctionnement quotidien normal, au nom de la science et du progrès prend en compte la destruction

potentielle de toutes les bases de la vie sur cette planète et dont l'application militaire manifeste comme aucune autre les rapports de force et de violence mondiaux ? Qu'est-ce qui est approprié dans un conflit avec un État policier qui agit avec persécution, répression et aussi avec une violence parfois létale à l'encontre un mouvement écologiste ? Ce n'est donc pas la question de la violence qui se pose, mais seulement celle de la manière dont nous l'abordons. Nous considérons qu'il n'est pas seulement moralement légitime, mais qu'il s'agit même d'un devoir de combattre ce schéma de pensée et ses structures associées par tous les moyens. La question est aussi de savoir quels moyens semblent stratégiquement judicieux dans la situation actuelle.

Il est vrai qu'un mouvement qui vise un changement révolutionnaire est condamné à l'échec s'il ne consulte pas l'ensemble de ses options d'actions, quitte à les rejeter ensuite comme inappropriés. Et c'est là que notre action intervient : de même que nous devons nous garder d'exclure catégoriquement certaines formes de lutte, l'action armée n'est pas un automatisme ou la conséquence logique de l'action militante, dans le sens d'une escalade inévitable de la violence (ou même sa "*discipline reine*"). Le choix de la « *bonne* » stratégie de lutte ne connaît pas de réponse universelle. Nous devons sans cesse les réexaminer et les adapter aux réalités changeantes. Exclure la question de la lutte armée équivaut également à un "*auto-désarmement*" proverbial du mouvement. C'est justement la transformation de plus en plus autoritaire de l'État, ainsi que la prise de pouvoir des partis fascistes qui se prépare dans ce pays, qui pourraient mettre ce thème à l'ordre du jour politique plus rapidement que beaucoup ne peuvent ou veulent l'imaginer actuellement.

Dans un autre passage, Alfredo Cospito écrit que les objectifs de l'action armée ont été partiellement manqués parce que, contrairement à Bure, les gents n'ont pas encore suffisamment saisi le concept de diversité dans la lutte : "*Peu de personnes sont conscientes que toutes ces pratiques ont leur propre raison d'être, leur propre but spécifique et ne sont pas nécessairement en contradiction les unes avec les autres. Et dans certaines situations (comme à Bure), lorsqu'elles sont pratiquées sans préjugés, elles se complètent, deviennent réellement efficaces, dévastatrices et désorientent le pouvoir*". Nous ne savons pas sur quelles sources le compagnon s'est appuyé pour faire son analyse de la lutte à Bure ; certaines brochures insurrectionnelles parues durant l'occupation de la forêt (2016-2018) suggèrent en effet cette conclusion. De notre point de vu, la "*diversité des tactiques*" si souvent évoquée n'a jamais été qu'un idéal, même à Bure, et n'a jamais fait l'objet d'un consensus au sein du mouvement, ni même été exempt de critiques et de discussions. Certes, la culture quotidienne vécue pendant l'occupation du bois Lejuc était déjà très proche de cet idéal, mais nous sommes certain.nes qu'une action armée sortie du cadre consensuel d'acceptation durant cette période, ou à n'importe quel moment du mouvement antinucléaire actuel, apporterait toujours sa dose de division et de dissociation. Il est même probable que les réactions à celle-ci le prouvent à nouveau.

Cependant, notre action ne vise pas explicitement à toucher le cœur des personnes ou à renforcer le mouvement ; d'autres actions sont certainement plus appropriées pour cela. Ce que nous voulons, c'est apporter une contribution au débat interne sur les moyens et les stratégies de notre lutte. Nous sommes tout à fait conscient.ess qu'il y aura des critiques et nous les voulons tant qu'elles restent solidairement constructives. Un autre objectif, celui-ci externe, est d'accroître la pression politique sur les principaux responsables et les acteurs de la filière nucléaire dans son ensemble. De leur faire comprendre que leur responsabilité ne s'arrête pas à la fin de leur journée de travail et que leurs actions ont des conséquences j'usque dans leur vie privée.

Si nous avons décidé de ne pas envoyer cette cartouche de manière conventionnelle, c'est à dire au travers du canon d'une arme à feu, ce n'est ni par manque de détermination, ni par manque de moyens techniques, ni par manque de capacité à traquer les responsables politiques et économiques dans leurs environnements personnels. Nous démontrons plutôt le fait que nous avons délibérément choisi de ne pas agir ainsi à l'heure actuelle.

Même si le ministère public et peut-être une partie du mouvement pourraient l'interpréter différem-

ment, il s'agit donc plus d'une contribution à un débat militant que d'une menace de mort au sens propre du terme.

Comme les chances de succès d'un projet armé se calculent logiquement entre autres, en fonction de sa puissance de feu, nous pouvons assurer que nous aurions mieux à faire avec nos munitions si nous envisagions un tel projet dans un avenir proche. Bien entendu, la mobilité et la collecte d'informations font également partie de ce calcul.

Ceci dit, nous ne pouvons pas exclure qu'à l'avenir, d'autres groupes parviennent à des objectifs différentes des nôtres dans leurs discussions ; ainsi, nous aimerions encore, soulager nos compagnons informelles d'un peu de travail de recherche à l'adresse mentionnée. Ci-joint quelques prises de vues du domaine.

Pas de répit pour les responsables du désastre écologique et nucléaire !

Solidarité révolutionnaire au compagnon Alfredo Cospito et tous.les prisonnières anarchistes du monde entier !

Groupes autonomes contre le nucléaire.
Commando Fernando Pereira*

* Militant antinucléaire et journaliste, assassiné en 1985 par les services secrets français, lors d'un attentat à l'explosif contre le navire de Greenpeace "Rainbow Warrior", en mission contre les essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa.

Les meilleures blagues sont les plus courtes...

Quand les Soulèvements de la Terre veulent préserver les emplois industriels de l'armement, du nucléaire, etc. , avril 2025

Quand les Soulèvements de la Terre veulent préserver les emplois industriels de l'armement, du nucléaire, etc...

Beaucoup de critiques ont déjà été faites sur les Soulèvements de la Terre : leur composition avec la gauche, leur instrumentalisation des luttes locales et des gens en général, leur façon verticale de prendre les décisions (« transversalité » dans leur jargon), etc. Un peu moins sur le fait qu'ils sont en train de réhabiliter l'écologie politique – qui nous promet un nouveau monde de merde à coups de transitions énergétiques et digitales et dont les promesses d'hier sont les cauchemars d'aujourd'hui. Rien ne peut plus nous surprendre. Et pourtant...

Fin 2024, les Soulèvements de la Terre ont ainsi cosigné un texte intitulé « *La lutte contre les licenciements dans l'industrie est une lutte écologiste* », avec la CGT Total Energie Grandpuits, les Amis de la Terre et Extinction Rébellion. Le communiqué évoque « *les plans de licenciements massifs dans les secteurs de la chimie, de la métallurgie et le commerce* », citant au passage « Vencorex, Arcelor Mittal, Michelin, Auchan, Airbus, Valeo ». Autant d'entreprises dont la nocivité tant dans l'exploitation des gens que dans leur participation aux ravages industriels est évidente.

La moins connue est Vencorex. Que produit-elle ? Dans un texte appelant à la nationalisation de Vencorex, la CGT nous en dévoile quelques pépites : « *De Vencorex dépend donc un grand nombre d'entreprises et parmi elles, certaines dont l'activité est stratégique et assure la souveraineté nationale dans les domaines de la défense, de l'industrie spatiale, du nucléaire ou du sanitaire. Le sel, extrait des mines de Hauterives par Vencorex est purifié sur la plateforme de Pont de Claix qui autoconsomme et en revend à Arkema (Jarrie). Ce sel français, de pureté inégalée, sert à la production de Chlore pour Arkema et à la production de perchlorate de sodium, source unique d'approvisionnement d'ArianeGroup pour la fabrication du propergol chargé dans les boosters d'Ariane 6 et dans les missiles stratégiques M51 équipant nos forces de dissuasion nationales. Le*

Chlore produit sur la plateforme de Jarrie sert, entre autres à la fabrication d'éponges de Zirconium par Framatome, utilisées dans les réacteurs nucléaires civils. De l'acide chloridrique produit par Vencorex dépend la production de Chlorure Ferrique, un agent de traitement pour la potabilité de l'eau fabriqué par Feralco, acteur majeur dans le domaine puisqu'il participe à l'approvisionnement en eau potable de plus de 130 millions de personnes en Europe ». Le nouveau slogan des Soulèvements serait-il « *Désarmer l'empire Bolloré, mais armer la France* » ?

Merci les Soulèvements de la Terre et ses acolytes de sauver cette industrie, ses emplois et ses très vertueuses activités... On sait depuis longtemps que tous les gauchistes – même repeints en vert – ont la fâcheuse tendance à porter des œillères et à ne pas voir ce qui contreviendrait à leur stratégie du moment. Mais là, quand même, ça pousse le bouchon un peu loin, non, surtout quand la chefferie gouvernementale appelle à entrer en « *économie de guerre* » et relance tous azimuts l'industrie nucléaire ?

Le communiqué continue en faisant la part belle à la défense de l'emploi, puisque « *ce sont les mêmes qui licencient en masse et qui ravagent le monde, exposant au passage les travailleurs et leur santé au pire des pollutions.* » L'ennemi de ton ennemi est ton ami. On est dans l'art de la guerre et la stratégie politicarde, pour ne pas dire militaire – mais l'une n'est-elle pas la continuité de l'autre ? Rien de bien inspirant pour qui considère que tous les moyens ne sont pas bons pour parvenir à ses fins... Mais rien de bien étonnant non plus venu des Soulèvements.

Il y a toutefois ici je crois une méconnaissance profonde du monde du travail dans le secteur industriel et des conflits internes dans les industries en déclin. C'est le cas par exemple du secteur de la pétrochimie, où les ouvriers représentent une certaine élite salariale en termes de condition de revenu. On commence souvent à plus de 2000€ net et on peut finir souvent avec plus du double, le tout agrémenté

de primes parfois rondelettes. Ce n'est pas le monde de la misère. C'est lié au caractère stratégique de ces industries pour les gens de pouvoir, qui préfèrent arroser plutôt que d'aller au conflit, mais cela tient surtout aux luttes que les ouvriers d'antan et d'aujourd'hui ont su mener, imposant un rapport de force avec le patronat. Bien loin de moi l'idée de leur reprocher. Mais ceci ne doit pas occulter les tendances très corpo dans ce secteur, relayées par les syndicats, CGT compris. On comprend pourquoi les salariés, qui travaillent parfois dans ces industries de père en fils, ne veulent pas que ça s'arrête et refusent les plans de licenciement – d'autant plus quand on leur propose à la place, par exemple, d'aller fabriquer des éoliennes à la chaîne pour à peine plus du SMIC. On comprend moins pourquoi des gens qui veulent sauver la planète, ou quelque chose dans le genre, se retrouvent là-dedans.

D'autant qu'il y a aussi des tas de salariés de ces industries qui privilégient de lutter pour partir avec le plus gros chèque possible et les meilleures conditions de reclassement envisageables. Histoire de pouvoir échapper un temps à la misère du turbin, mais aussi pour se reconvertir. Ce sont d'ailleurs souvent les générations entre 20 et 40 ans qui sont les plus ouvertes à changer de boulot, parce qu'ils ont bien conscience de contribuer au désastre ambiant. Et perso, je trouve que c'est plutôt ça la bonne perspective. Bien sûr que l'ouvrier n'a pas la même responsabilité que la direction ou l'actionnaire, mais il n'empêche que ces industries n'empoisonneraient pas la planète sans ouvriers pour faire le job. C'est toute la difficile question de l'emploi dans ces secteurs et dans le capitalisme en général. Or, il me semble que de fait il y a des emplois nuisibles et des industries désastreuses qui ne méritent pas d'être sauvés. Et pourquoi pas, même, critiquer le travail en général ?

Des personnes un tant soit peu soucieuses de cohérence essaieraient plutôt de se solidariser avec les gens cherchant à partir avec le maximum, qui en plus sont souvent en marge des bureaucraties syndicales et de tout leur côté chiant (proximité avec les directions, verticalité, refus du sabotage pour préserver l'outil de travail, etc.). S'associer avec la CGT

dans ces industries au moment de plans de licenciement, c'est s'associer avec le syndicat qui défend idéologiquement l'emploi à tout prix, sans vraiment se soucier de la finalité de la production. Pour faire bien, elle peut d'ailleurs elle-aussi, comme le patronat, se donner bonne conscience en vantant les mérites d'une transition écolo à coups de panneaux solaires, voitures électriques et surtout centrales nucléaires. Aidez-nous à garder la boîte sous pavillon CGT et on vous promet un monde meilleur : un capitalisme à visage humain, un capitalisme vert, toutes les conneries dont on sait depuis longtemps qu'elles ne sont que des conneries. Et on évitera de parler du sujet de l'extractivisme nécessaire à ces plans foireux transitionnels, qui vide la planète, pollue à outrance, broie des vies et entretient des guerres partout dans le monde. Mais après tout, ça donnera des débouchés aux missiles qu'on continuera à produire sous label "*autogéré*" (ou "*nationalisé*").

Le communiqué relance aussi le vieux mythe autogestionnaire, déjà prôné par la CFDT dans les années 1970 et qui ne visait pas à en finir avec le capitalisme mais à infléchir ses côtés les plus contrariants – à l'aménager, en somme. Ainsi, le cartel d'organisations déclare que « nous pouvons dessiner une autre issue à la crise écologique et sociale, en socialisant sans rachat les usines condamnées à fermer sous le contrôle des travailleurs, afin de lancer leur reconversion écologique entre les mains de ceux qui en ont l'intérêt : les travailleurs et les habitants. » La socialisation des moyens de production est plutôt une chouette perspective – encore faudra-t-il se mettre d'accord avec la CGT qui dans le même temps appelle à une nationalisation de ces industries, ce qui n'est pas du tout la même chose. Et encore faut-il s'entendre sur les moyens de production à socialiser.

Derrière ce vieux mythe autogestionnaire se cache surtout celui qu'il serait possible de reconvertir le tissu industriel pour le rendre écolo. Croire qu'un collectif ouvrier, même animé des meilleures intentions, pourra détourner les mêmes infrastructures de leur fonction première, c'est tout simplement prendre des vessies pour des lanternes et ne pas bien

comprendre les tenants et les aboutissants des moyens de production actuels. Autogérer dans son coin, c'est de toute façon rester enchaîné aux contraintes du Capital. Sans en finir en même temps avec ces contraintes, et donc sans un élan révolutionnaire, les seules autogestions possibles sont dans des petites niches. Or, on n'autogère pas une usine comme on autogère sa petite maison de santé à la cambrousse avec une pote médecin et un compère infirmier ou sa petite épicerie bio...

Et de toute façon, loin d'être réappropriables, la plupart des infrastructures matérielles de nos sociétés – les autoroutes, les centres commerciaux, les nouvelles technologies de contrôle, l'industrie de l'armement, les mines industrielles, les centrales nucléaires et leurs déchets, etc. – peuvent être considérées comme des forces aliénantes en soi, par nature inappropriables dans une perspective émancipatrice (et garantissant la possibilité d'une vie saine). Il y a de toute façon derrière ce chant de convergence des luttes comme une petite musique rappelant que « *le communisme, c'est le gouvernement des soviets plus l'électrification de tout le pays* ». On se souvient de ce que ça a donné, merci bien !

Par cette formule prononcée en 1919 par Lénine, les bolcheviks se lançaient dans un vaste programme d'industrialisation en mettant aux pas paysans et paysannes, opposants et opposantes (y compris celles et ceux avec qui les bolcheviks avaient combattu les armées Tsaristes), et toutes celles et ceux qui étaient soupçonnés de tirer au flanc. Désormais les soviets (conseils ouvriers) sont mis au pas, gouvernés depuis Moscou par Lénine et sa garde rapprochée, à travers des plans quinquennaux et des commissaires du peuple. De fait, l'industrialisation n'est pas compatible avec le fait que les personnes décident elles-mêmes de la finalité de leurs activités ; elle est contradictoire avec l'autonomie. Comment se réunir pour décider ensemble quand il faut se hâter à produire et innover ? Et on pourrait prolonger la réflexion en s'intéressant de près aux processus nécessaires à l'activité industrielle, parcellisant les tâches à outrance, séparant et hiérarchisant entre concepteurs et producteurs, contraignant à suivre les cadences des machines. Il n'y a d'émancipation possible

que sur les ruines de la société industrielle ! Donc merci de ne pas contribuer à son maintien...

Le capitalisme continue sa mutation. Et à chacune de ses mutations, il y en a qui veulent accompagner sa mutation, en sauvant les emplois, en le verdissant, voire en l'autogérant. Comme si autogérer de la merde était une chouette perspective. Ces luttes défensives pour préserver l'emploi se perdront comme souvent dans les méandres des contradictions de la recherche de croissance et de puissance et rateront l'essentiel : à quoi sert notre « force de travail » et faut-il assurer la pérennité de la société industrielle ? Résister aux conditions réelles et immédiates de l'exploitation ne doit surtout pas, comme le fait en général les syndicats et la gauche (Soulèvements compris), mettre des œillères sur les fondements de la domination et de l'exploitation. C'est comme ça qu'on peut vite finir à défendre les industries qui polluent au nom de l'écologie... Ou carrément des industries qui participent à la fabrication de la bombe atomique ! La cogestion de l'ordre existant empêche de toute façon de trouver les voies d'émancipation des dépendances aux systèmes techniques et bureaucratiques.

Je préfère cette vieille proposition anarchiste : détruire ce qui nous détruit, en finir avec la domination et l'exploitation, incluant cette vieille fonction économique qu'est le travail – ce qui demandera quelques bons efforts. Et il peut être tout à fait cohérent de se solidariser avec des grévistes pour qu'ils obtiennent le meilleur plan de départ possible et qu'ils ne soient pas emmerdés par les administrations de contrôle des chômeurs et chômeuses pendant et après leur reclassement, tout en contribuant de diverses manières à détruire ce qui nous détruit. Encore faut-il considérer la cohérence comme une boussole de l'agir.

Laohu

En quoi mettre fin aux infrastructures énergétiques et mettre fin au capitalisme, c'est la même chose ?

À partir du livre « *Le mur énergétique du capital. Contribution au problème des critères de dépassement du capitalisme du point de vue de la critique des technologies* » de Sandrine Aumercier.

Ce livre publié en 2021 de Sandrine Aumercier¹, psychanalyste à Berlin et participante du blog Grundrisse en Allemagne et des éditions Crise et Critique en France, propose une critique sociale des énergies. Par critique sociale, il s'agit d'une critique de la société capitaliste à partir de ce qui relève de notre existence au sein de ce système (et de ses impasses). L'autrice s'inscrit dans la critique de la valeur-dissociation qui reprend la critique anticapitaliste de Marx pour la relire sur une base négative (contre les conditions qui nous sont imposées par le système économique capitaliste) plutôt que positive (qui représenterait une lutte des classes et une condition de travailleur qui accepterait la centralité de la lutte du travail contre le capital alors que les deux vont ensemble). Elle articule dans son livre cette critique contre le travail capitaliste à une critique des énergies et des technologies qui vont avec. Elle montre que ces phénomènes sont intrinsèquement liés.

Elle aborde dès le départ la crise soi-disant « écologique ». Elle rappelle que des représentants de mouvements néo-fascistes (Trump, Bolsonaro, Duterte...) se font élire en affichant un déni des désastres environnementaux en cours et à venir, pour mieux favoriser une poursuite décomplexée de la croissance économique. Elle évoque pourtant de nombreux rapports gouvernementaux qui font état à la fois de l'impossibilité à continuer les extractions et productions énergétiques dans les mêmes conditions qu'auparavant et qui prévoient une brutalisation des

1. Elle a travaillé au Samu Social de Paris, au Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale, expériences pour elle « très éloignées aussi bien des réalités sociales que des situations individuelles », a été dégoûtée d'un séjour humanitaire en Pologne, avant de travailler dans la psychothérapie institutionnelle (qui tente de dépasser les statuts médecin-patient) en France puis communautaire en Allemagne avant de déménager à Berlin (d'après elle-même sur son blog). <https://sandrineaumercier.com/parcours>

conditions permettant de les perpétuer. Elle montre bien que ces rapports et les administrations qui les portent ne défendent pas le climat, comme on pourrait le penser, mais l'économie. Leur sujet est la « sécurisation des chaînes d'approvisionnement » (p. 65) entre extraction, production, et logistique de transports qui fonctionnent à la consommation d'énergie à chaque maillon. Dans la même logique, elle rappelle que les États qui commandent et prennent (ou non) en compte ces rapports sont « structurellement impuissants pour agir en faveur du climat » (p. 64).

Elle contredit également l'idée qu'il serait possible d'arranger cette situation par un changement de modèle énergétique qui reposerait sur des énergies moins polluantes. Les différentes productions énergétiques ne rentrent jamais en concurrence mais s'additionnent², « comme elles l'ont toujours fait jusqu'ici, notamment en couplant lesdites énergies renouvelables à des énergies dites pilotables qui compensent les inconvénients de l'intermittence, ou bien en se fournissant sur des marchés extérieurs en énergies fossiles » (p. 62). Les énergies soi-disant « renouvelables » ou « vertes », accentuent une « frénésie d'extractivisme et d'accaparements des terres sur toute la surface du globe et, au mieux, d'un déplacement des nuisances sur d'autres postes de production provisoirement invisibilisés » (p. 64-65). Cette situation n'est pas cachée : un rapport de l'Agence Internationale de l'Energie suite aux accords de Paris prévoit de multiplier par 6 l'extraction minière à l'horizon 2050. Le « gouffre d'étranglement énergétique » (c'est à dire le fait qu'il ne soit plus possible d'alimenter énergiquement le système dans lequel on vit), pressenti dès la première révolution industrielle, ne trouve donc aucune solution dans l'ordre établi. C'est d'ailleurs tant mieux pour Sandrine Aumercier qui montre que le système énergétique anime le système capitaliste en rendant possible le rapport spécifique du travail. Sans cette

2. Voir à ce sujet l'article « *De nouvelles technologies peuvent-elles sauver la planète ? Poser la question au cachalot.* » dans la revue Takakia N°1. <https://takakia.blackblogs.org/category/numeros/>

nécessité du travail dans le capitalisme, la passion pour la machine à vapeur n'aurait été qu'une « aimable fantaisie sans application directe » (p. 137).

« Le paradigme énergétique formule le lien du travail humain et non humain pris ensemble dans un immense effort social qui enrôla durant la première révolution industrielle toutes les forces productives disponibles dans une agrégation dynamique. » (p. 130)

Pour expliquer cette incapacité du système capitaliste à résoudre ce gouffre énergétique, Aumercier revient à son principe de base : la production de richesse par la marchandisation ; ce qui revient à la production de la rareté. Ainsi, « La rarefaction des ressources mondiales est le soldé matériel de cette opération paradoxale d'enrichissement par la fabrication de rareté économique. » (p. 54) Cette logique est quelque peu acceptée au sein des théories mécanistes, comme la thermodynamique, qui posent l'idée d'entropie comme état de rendement

maximal pour réaliser le maximum de bénéfices dans un contexte où tout transfert d'énergie se dégrade. Pour autant, cette notion d'entropie n'a que pour objectif de laisser croire qu'il y aurait des possibilités de stabiliser la production d'énergie alors qu'elle est reliée à un système d'accumulation (capitaliste). Les sciences économiques et mécanistes, sur la question de l'épuisement des ressources, dans la mesure où « l'un rappelle inlassablement ce dont l'autre ne veut rien savoir » (p. 152), doivent absolument « converger, voire fusionner (...) pour pérenniser le capitalisme » (p. 153). Derrière cet héritage scientifique, Aumercier voit des problèmes métaphysiques inextricables qui font penser à des fantasmes divins : la volonté

d'une réalisation d'une machine de mouvement perpétuel « comme on cherchait en d'autres temps la pierre philosophale » (p. 117). L'usage de cette technoscience, science appliquée aux nécessités de l'industrie, est pour Aumercier « complètement ascientifique » (p. 117) dans la mesure où les anomalies et les crises « sont renvoyées à des erreurs individuelles, des conjonctures externes ou des progrès technologiques qui sont encore à réaliser », alors que le problème est structurel, au fondement même de l'économie. De plus, cette technoscience fait oublier les savoirs et pratiques qui ne s'intègrent pas à ce projet de perpétuer le système capitaliste et rétrécit elle-même son propre champ comme une loi thermodynamique « en se mordant la queue pour transcender son impasse unidirectionnelle » (p. 119).

« La nouvelle conception voit l'univers comme une vaste usine dont il faut exploiter et optimiser les transformations énergétiques, pour en faire des marchandises – c'est à dire les déchets d'un processus de valorisation. Elle suppose la mise au travail de tout ce qui existe, êtres et choses, au bénéfice de l'autoaccroissement du capital, accompagnée d'une nouvelle métaphysique de la dépense d'énergie. » (p. 131)



Une femme se fait retirer ses tâches de rousseurs avec un traitement au dioxyde de carbone, env. 1930.

Ce fantasme de trouver une énergie illimitée ou de faire comme si cela était possible a pour prolongement la théorie de l'homme-machine qui pourrait être optimisable, pour qu'il ou elle puisse travailler indéfiniment. La jonction de la machine alimentée énergétiquement permet d'enchaîner l'humain, pensé lui-même comme une machine, à l'organisation industrielle du travail. Au XIX^e siècle, la physiologie sociale se fonde en comprenant le corps humain comme une machine avec ses pannes et ses usures, qu'il faut aménager pour maximiser son utilité sociale avec des méthodes particulières censées s'appliquer à l'industrie comme le rationnement, le psychogramme, les mouvements musculaires... Il s'agit pour Jules Amar d'« *humaniser le Tylorisme* » (p. 143) (le modèle qui théorise le travail à la chaîne dans l'industrie et introduit le chronomètre dans les ateliers) en faisant « *qu'existe une science pouvant restreindre ou supprimer le gaspillage d'énergie humaine* ».

« *L'industrialisation repose sur l'universalisation de la mise au travail, qui inséra le travail humain dans une série allant de la puissance animale à la puissance des machines, entre cheval et vapeur, entre travail mécanique et échanges thermodynamiques. Cette médiation à la fois logique et matérielle fit entrer la production préindustrielle dans le régime énergétique qui est désormais le nôtre et qui transforme la dépense d'énergie humaine en levier d'accumulation. (...) Au moment même où le travail était en train de se constituer comme le ressort de l'automouvement du capital, il était déjà en quelque sorte superflu.* » (p. 155)

À l'image de ce qui se passe avec les soi-disant alternatives énergétiques, le fantasme de substitution a lieu également en ce qui concerne le travail. À chaque époque, l'idée se répand que le travail des animaux ou le travail des humains serait remplacé par le travail des machines alors qu'« *au contraire l'époque industrielle a vu l'augmentation absolue de toutes les forces productives combinées : animales, hydrauliques, à vapeur, masculines, féminines, enfantines, salariales, esclavagistes, avant que certaines, moins rentables ou devenues socialement inacceptables ne s'effacent au profit d'autres* » (p. 146). La valorisation de ce travail est le critère nécessaire pour qu'il devienne universel, c'est notamment pour cela que l'esclavage a été reversé dans l'économie pour concorder avec la mesure abstraite (en termes de temps mesuré et marchandisé) du travail (p. 155). Le travail, par l'enchaînement induit au système énergétique, est relié au système de marchandisation économique et de valorisation industrielle. Rendant possible l'utopie du marché,



Photogramme du film Atomgrade : Assembling Utopia, Anna Onufriienko, Oleksandr Teliuk & Stanislav Menzelvsky, 2016

l'énergie et les technologies permettent de réduire « *la force de travail humaine comme un quantum de travail quelconque d'un « homme sans qualité* » » (p. 185). Et en même temps l'humain y reste « *irremplaçable* » pour que la création de valeur fonctionne, pour résoudre les dysfonctionnements et les tâches qui échappent à des fonctionnements automatisés (comme on le voit à la fois à l'usine pour passer un produit d'une machine à une autre, ou contrôler le cours de la production, ou pour des tâches administratives qui nécessitent un minimum d'écoute et de déduction, ou pour résoudre des « bugs » de toutes sortes...). L'humain est donc « *évacué du processus global et assigné à y occuper une fonction* », « *comme courroie de transmission* » (186), « *n'étant plus qu'un chaînon entre/la machine et la nature /, occupant toutefois la position exceptionnelle de réaliser le joint.* » (p. 88).

Ce problème désigné sous le nom de « *superfluité* » du travail devient un problème existentiel pour beaucoup, popularisé aujourd'hui par le phénomène du « *burn-out* ». Il arrive également qu'on le rapporte à la « *disparition des métiers* ». Il s'agit de la dégradation de la tâche qu'on fait et de son produit, sans cesse réduits aux règles du marché, généralisant le travail à la chaîne, alors que demeure l'idée d'une certaine qualité qu'on aimerait accorder à notre tâche et à son produit. Même le travail « *intellectuel* » ou « *qualifié* » reste tout autant que le travail industriel classique « *laminé par le morcellement des tâches individuelles au service du « travailleur global combiné* », sur la forme du travail à la chaîne » (p. 198). Et c'est d'autant plus le cas dans toutes les filières où les travailleurs.euses ont l'impression de faire des tâches essentielles (comme l'hôpital, l'éducation, le travail social, l'agriculture, la culture...) mais sont empêché.e.s par l'avancée des

critères de rationalisation et d'évaluation néolibéraux (p. 198). Par tous ces aspects, le travail est superflu, perd les sens symboliques qu'on pourrait lui apporter socialement, en agissant sans intermédiaires technologiques, hiérarchiques ou administratifs. Cela le rend dégradé et dégradant, avec ses vagues de suicides, ses harcèlements professionnels et ses innombrables tâches absurdes que des humainess doivent gérer.

Depuis le début de l'industrialisation, il y a eu des révoltes contre les changements technologiques qui ont participé à dégrader ces activités. L'une des plus éloquentes est celle des luddites en Angleterre au XIX^e siècle contre les machines à tisser qui permettaient d'intensifier la production de textile dévouée à l'exportation (qui fabriquaient des vêtements de corps comme s'il s'agissait de deux pantalons cousus l'un à l'autre)³. Mais dès que des communautés sociales se recomposent et incarnent des conflits contre le capital, des « *forces d'attraction et de répulsion du cycle industriel* » défont et refont les liens humains (comme dans les usines ou dans les quartiers urbanisés) (p. 181). En ce sens, l'urbanisation participe à créer une vie personnelle et une masse humaine superflues, dont le sens de l'action a perdu le pouvoir de contrainte sur les forces matérielles. Ces processus permis, alimentés, par le système énergétique transforme le travail vivant en travail mort, par l'automatisation généralisée du travail, en faisant passer « *toute l'énergie solaire accumulée sur la terre depuis des millions d'années vers la fabrication d'une planète-poubelle et d'une humanité-poubelle* » (p. 219). On pourrait ajouter qu'en créant de la rareté et du travail mort, ce système crée également des « *surnuméraires* », des populations sur-exploitées et tuables ou éliminables, sur des critères racistes et/ou par l'avancée des nationalismes et du militarisme, qui sont eux-mêmes des processus économiques d'accumulation du capital par l'innovation des potentialités de destruction de la vie.

Elle conteste également les idées socialistes ou éco-socialistes qui laissent penser qu'il serait enviable de se réappropriier dans un monde post-capitaliste des technologies inventées pour servir ce système. Cela reviendrait à une administration centralisée redistributive de ces technologies ou à une intégration à un système cybernétique (décentralisé mais connecté) qui produirait une société par le haut, autoritaire,

3. Voir à ce sujet « La révolte luddite » de Kirkpatrick Sale édité en français aux éditions L'Échappée en 2023.

avec les mêmes désastres que le capitalisme actuel. Elle rappelle que « *le développement capitaliste exproprie le sujet des connaissances les plus élémentaires liées à son expérience sensible et qui se sont transmises pendant des millénaires avant d'être balayées par l'instauration d'une forme de reproduction sociale abstraite* » (p. 234). Se projeter dans une société qui conserverait les performances énergétiques actuelles revient pour elle à maintenir les conditions et le « *métabolisme social* » qui accompagnent cette infrastructure, et donc le travail, en plus d'un « *support politique* » démesuré pour la faire subsister (p. 258). Il s'agirait plutôt de remettre en cause la séparation du producteur et de son produit qui entraîne « *la prolifération et l'illimitation dans le temps et l'espace de médiations sociales qui échappent forcément au contrôle direct* » (p. 301). Elle prend l'exemple du batteur électrique pour s'opposer au caractère soi-disant émancipateur que ces types de technologies peuvent avoir. Si celui-ci peut libérer du temps passé en cuisine, sa production postule, au-delà de l'usage individuel, un travail industriel à grande échelle, de la fabrication au recyclage à l'alimentation électrique, qui incarne le temps de plein d'autres personnes. Elle conteste également les appels à la responsabilisation du consommateur « *en bout de chaîne* » ou à la production « *à la source* » (p. 162), mais on pourrait dire sur l'ensemble d'une chaîne où les individus sont déresponsabilisé.e.s, car superflues dans la structure. C'est d'un rapport social capitaliste dans l'ensemble qu'il est question, d'un enchaînement collectif à des usines et des technologies qui « *supposent le tout du système qui leur a donné le jour* » (p. 276). Les appels aux limites « *ne peuvent être arbitrées que par les intéressés eux-mêmes et qui incluent la prise en compte sensible de tout le cycle de production* » (p. 328). De véritables limites sociales et matérielles ne peuvent qu'aller avec « *une organisation sociale dans laquelle les limites sont induites par cette organisation elle-même* » (p. 317). Il faudrait par exemple réinventer d'autres formes de subsistances que la Sécurité Sociale et se départir des fantasmes d'« *égalité abstraite héritée du droit bourgeois* » qui reviendrait à une société « *totalitaire* » (p. 316), et trouver d'autres médiations collectives que l'argent.

S'il devient difficile de penser la société sans se référer aux formes de cette reproduction sociale abstraite (avec ses hôpitaux, ses usines, ses écoles, ses agricultures intensives et monoculturelles, ses prisons...), il s'agirait pourtant d'« *en finir radicalement avec cette forme de production qui organise la superfluité de l'humain et l'éradication du vivant* » (p. 312). Aumercier

porte l'attention sur « *la fin de tous les efforts vains et la fin de tant d'activités dépourvues de sens ou nocives* » (p. 240) qu'induirait une libération du système énergétique, des infrastructures technologiques, et du travail qui les accompagne. Cette libération serait induite « *par les groupes humains eux-mêmes, à taille décente (...) de leur propre reproduction, et non sur sa délégation à des instances plus ou moins lointaines, qu'on la nomme « démocratique » ou non* » (p. 302). Le principe fondamental qu'il faudrait poser est « *la liberté comme un réquisit d'ordre social qui se suffit – à condition de ne pas être tronqué dans son concept, ce qu'il est presque toujours – et qui résout de facto le problème énergétique* », et qui impliquerait d'en finir forcément avec l'extractivisme et avec le transport de masse (p. 307). S'il est difficile de faire entendre qu'il faudrait en finir avec toutes ces infrastructures énergétiques et technologiques, c'est à cause d'une « *structure de pensée coloniale inconsciente* » (p. 334) qui considère toute rupture avec cet ordre comme « *un retour à la bougie* », comme quelque chose d'arriéré. Des techniques ont pourtant existé auparavant pour résoudre les problèmes de subsistance auxquels on pourrait être confronté·e·s, comme par exemple les qanats pour rendre fertiles des terres désertiques (p. 317). Il s'agirait également de dépasser l'aversion pour les travaux reproductifs et agricoles pour être amené·e·s à organiser soi-même sa subsistance (avec d'autres). Mais il s'agirait surtout d'abord d'en finir avec l'ordre existant.

« L'émancipation ne sera certainement pas atteinte sans un vaste conflit social, mais c'est de manière très pragmatique qu'elle peut dès maintenant être opposée aux tenants de la valeur-travail et de la fuite en avant technologique : qu'ils aillent eux-mêmes creuser dans les mines ou enfouir les déchets nucléaires dans leur propre cave, qu'ils modifient le génome de leurs propres enfants dans des laboratoires qu'ils auront d'abord construits eux-mêmes avec les matériaux qu'ils auront sortis de la terre... » (p.327)

Le coin des lecteurice·s

Brochure : Retours sur la campagne d'actions en cours contre POMA, entreprise sous-traitante impliquée dans le projet CIGEO à Bure

En novembre 2020, en soutien à la lutte à Bure, un appel est lancé pour mener des actions décentralisées contre un sous-traitant clé du projet d'enfouissement de déchets nucléaires : POMA. L'appel « *Enfouissons-POMA* » fait suite à celui des associations locales en Meuse et en Haute Marne, « *POMA, désengage-toi!* ». POMA est le leader mondial du transport par câble, que ce soit dans le transport d'humains pour le tourisme de masse ou le transport de matériaux dans les mines et pour les cimenteries du monde entier. Suite à un appel d'offres effectué en 2014, POMA dégotte le contrat pour la construction du prototype du funiculaire qui serait utilisé pour descendre les déchets radioactifs dans le Cigéo : un funiculaire de 4,2 kilomètres de long qui emmènerait les colis empoisonnés à 500 mètres de profondeur.

La brochure *Retours sur la campagne d'actions en cours contre POMA, entreprise sous-traitante impliquée dans le projet CIGEO à Bure*, parue en janvier 2025, revient sur différentes actions ciblant l'entreprise, rappelle que cette campagne d'actions se poursuit, et que l'instruction concernant l'« *association de malfaiteurs* » qui touche les camarades accusés d'avoir déboulonné un pylône de POMA dans les Alpes est toujours en cours (un procès pourrait peut-être advenir dans les prochains mois) ...

Brochure : L'industrialisation de l'"intelligence artificielle" stratégie des bourgeoisies dans un capitalisme de plus en plus brutal

« Depuis la ré-élection de Donald Trump au pouvoir des États-Unis, ce qui s'y passe vient clarifier la brutalisation des rapports sociaux capitalistes. Entre rafles racistes massives et guerres pour contrôler les infrastructures énergétiques et minerais indispensables au développement capitaliste, cette brutalisation est une manière de poursuivre inexorablement ce développement malgré son état de crise permanent. La principale décision de cette prise de mandat est la mise à disposition de 500 milliards d'euros pour l'"intelligence artificielle". Quelques semaines plus tard sur les territoires occupés par l'État français, 105 milliards sont annoncés pour les mêmes effets à l'occasion du sommet de l'IA à Paris. Et en avril dernier, un budget de 200 milliards a été annoncé par la Commission Européenne pour y développer l'IA. Les bourgeoisies et leur managers semblent mettre toutes leurs promesses dans ces technologies pour mieux nous gouverner, nous mettre au travail et se faire la guerre par l'intermédiaire par l'intermédiaire de nos corps, à condition que les populations acceptent. Cette brochure synthétise de nombreuses lectures (de la presse industrielle notamment) sur le sujet, en resituant cette stratégie dans la militarisation actuelle, en essayant de saisir certains enjeux de l'industrialisation de l'IA dans notre quotidien, et en désignant les infrastructures sensibles de ce projet (usines de puces électroniques et data-centers/supercalculateurs), en espérant nourrir des désirs d'y mettre un coup d'arrêt. »

Livre : Tchernobyl par la preuve. Vivre avec le désastre et après, de Kate Brown (2021).

Cette historienne a fouillé les archives soviétiques de la santé, mené des entretiens et s'est rendue en Ukraine, en Russie et en Biélorussie, y compris dans la zone d'exclusion. Elle rappelle ainsi l'étendue du désastre suite à la catastrophe de Tchernobyl, qui continue depuis 1986. Elle rappelle aussi comment l'industrie nucléaire et toutes les grandes puissances ne cessent d'essayer de minimiser les dégâts. Pourtant, en donnant à voir le quotidien des survivants, aucun doute : le désastre est bien là.

fragments de révolte contre l'ordre atomique

fin novembre 2024, Bure (Meuse) : un rail entre Nançois et Gondrecourt-le-château est tordu à l'aide d'un cric bouteille. Il appartient à la voie de chemin de fer qui doit être réhabilitée pour permettre le transport de matériel et de déchets radioactifs vers CIGEO, le projet de giga-poubelle nucléaire français.

1^{er} décembre 2024, Delémont (Suisse) : deux véhicules appartenant au bureau de planification du projet de géothermie profonde dans le Jura suisse sont crâmes.

11 déc. 2024, Hambourg (Allemagne) :

dans la nuit, la pompe à chaleur de la villa du ministre pour l'Environnement de la ville de Hambourg est brûlée à l'aide d'un engin incendiaire à retardement composé de bouteilles d'essence et d'allume-feux. Des amis des nuits claires de Berlin revendiquent cette action dans un texte critiquant la

"modernisation verte" et le rôle du parti écologiste Vert dans la politique industrielle et militariste de l'Etat allemand. Est aussi évoqué le rôle stratégique du port d'Hambourg dans l'importation d'hydrogène de Namibie ou d'ammoniac du Chili.

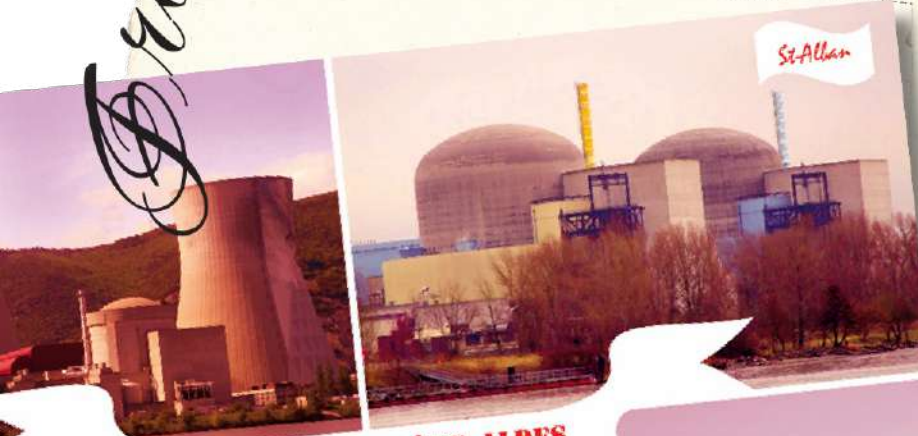
décembre 2024, Bouillonville (Meurthe-et-Moselle) : le mât de mesure éolien installé en juillet par l'entreprise JP Energie Environnement en vue de construire un parc d'éoliennes industrielles est détruit.

30 décembre 2024, Cenves (Rhône) : c'est la fête avant l'heure en ce soir de réveillon : l'incendie volontaire d'un pylône de télécommunication engendre l'arrêt de la TNT pour environ 800 000 personnes. Le réseau internet et téléphone est aussi très perturbé.

7 février 2025, Cherbourg (Manche) : à l'Institut de Soudure, peu de temps avant une rencontre avec des experts de la tuyauterie nucléaire dans le cadre de la semaine des mériers du nucléaire, des tags antinucléaires fleurissent : "irradie ton avenir", "nucléaire = cancers" et "expert de la fuite radioactive".

1^{er} avril 2025, Le Malesherbois (Loiret) : un pylône d'une ligne haute tension tombe parce que ses pieds ont été sciés ! Pas de coupure d'électricité aux alentours (car RTE organise une redirection de l'électricité) mais de copieux travaux à venir pour remettre en état de marche la ligne, et une enquête ouverte.

2 avril 2025, Douzy (Ardennes) : des engins de chantiers sont brûlés sur le site du futur parc photovoltaïque (81 000 panneaux solaires doivent être implantés sur 38 hectares en rasant une partie de la forêt). Le préjudice est estimé à 150 000 euros.



SOUVENIR DE RHÔNE-ALPES
La région la plus nucléarisée d'Europe



Le chemin vert



CENTRALE NUCLEAIRE

Début mars, Seignosses/Capbreton (Landes) : RTE dénonce des actes de sabotage contre le chantier de la nouvelle ligne THT dans les Landes. Différents projets sont à l'étude ou en cours de réalisation (pour satisfaire un peu plus l'appétit vorace en électricité de la société capitaliste) : « Gila », un colossal projet de double liaison électrique très haute tension Nord-Sud, de l'estuaire de la Loire à celui de la Gironde, sur 400 kilomètres (deux tiers sous-marin/un tiers terrestre) ou encore celui déjà lancé, dit « Golfe de Gascogne », d'interconnexion électrique, soit redoublée entre la France et l'Espagne, soit la construction d'une nouvelle ligne THT de 400 km entre les postes de Cubnezais (près de Bordeaux) et de Gatika (près de Bilbao).

2025 dans le monde entier : La marque TESLA, du milliardaire et désormais membre du gouvernement américain Elon Musk, est la cible d'une campagne d'attaques, notamment incendiaires, à travers le monde. Voitures, bornes de recharge, concessionnaires automobiles... pas une semaine sans des départs de flamme et des dégâts que les capitalistes comptent en centaines de milliers d'euros.

Début avril, Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) : des dégradations ont été occasionnées sur des engins de chantier et un convoyeur transportant la roche issue du chantier de la ligne de train à grande vitesse Lyon-Turin.

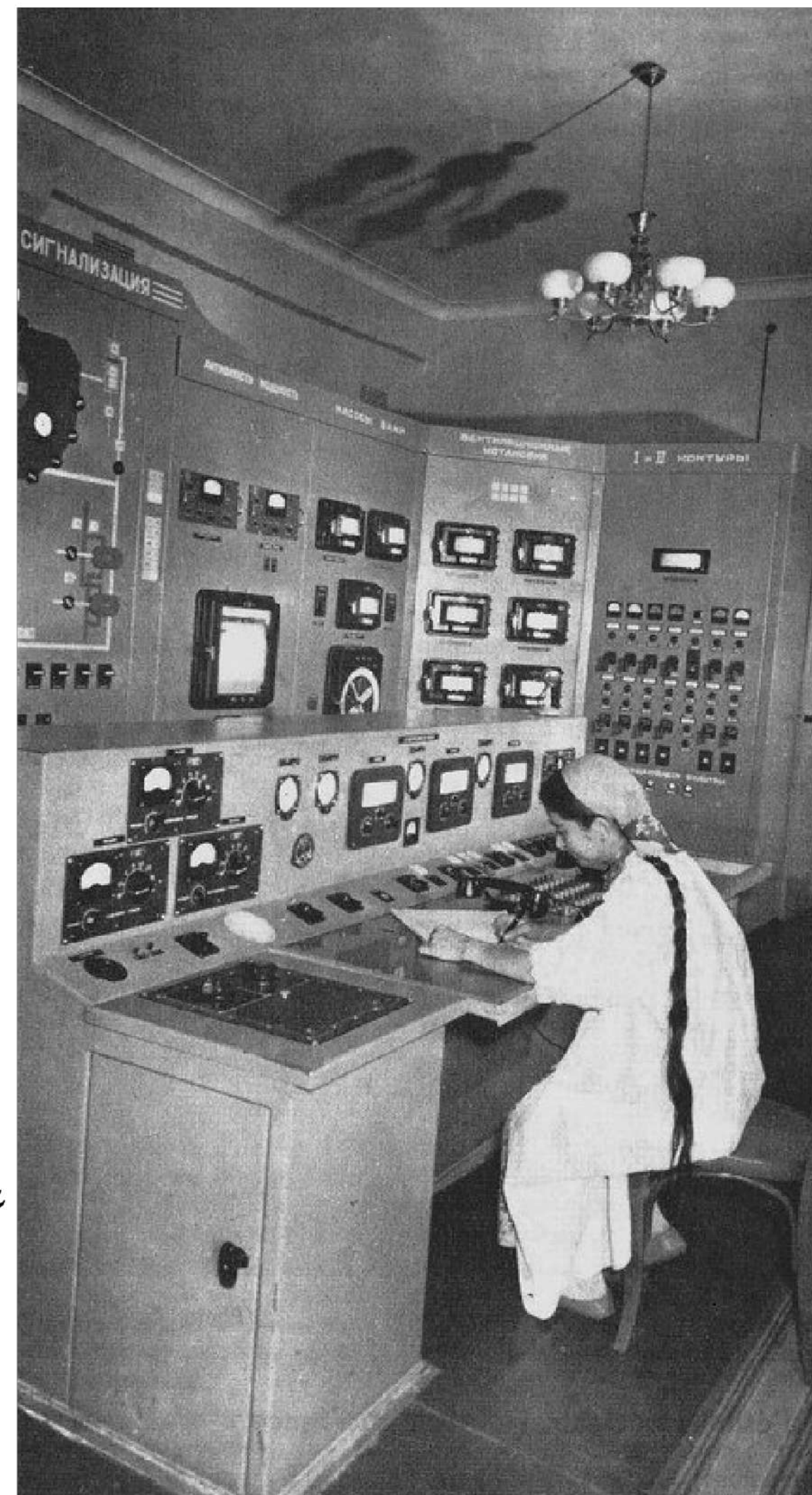
Mi-avril, Caen (Calvados) : les locaux de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection (ASNR) sont recouverts de peinture rouge, de têtes de morts au pochoir et d'un tag "à bas le nucléaire".

Fin-avril, Ambérieu-en-Bugey (Ain) : des tags apparaissent sur les ponts et les murs autour de la centrale nucléaire du Bugey. Contre la construction de 2 EPR au Bugey et la relance du nucléaire, comme l'expriment depuis plusieurs mois des tags dans la région.

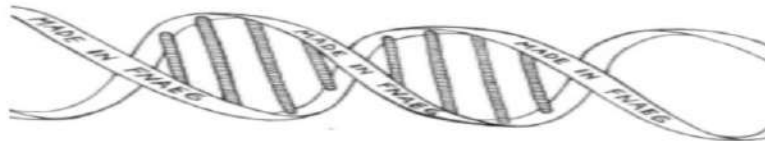
**Pour contribuer
au
prochain
numéro,
nous en-
voyer
des re-
tours sur
celui-ci
ou tout
simple-
ment
nous
écrire :**

brabon33000@rnsu.net

Le pupitre de commande de la pile atomique de l'Institut de physique nucléaire de l'Académie des Sciences de l'Ouzbékistan, A.P.N., dans *Document pour la classe*, Institut pédagogique national (France), 24 novembre 1965, Bnf.



Face au fichage, rassemblement le 3 juillet à Coutances (50)



Voici un nouvel épisode de la surveillance/répression visant la lutte anti-nucléaire en Normandie ces derniers mois, en pleine relance de l'industrie nucléaire, alors qu'une mobilisation contre les déchets nucléaires s'organise cet été avec le camp Harol¹ à la Hague.

Rien d'inhabituel, **société nucléaire, société policière** oblige : le nucléaire s'accompagne souvent de son petit lot de surveillance et répression... cela ne doit pas arrêter la lutte anti-nucléaire pour autant.

- Tout d'abord, avait eu lieu en novembre 2024 la garde-à-vue de deux compagnons anti-nucléaires et une perquisition domiciliaire au passage d'un train de déchets nucléaires (CASTOR) à Caen²

- Ensuite, nous avons appris qu'en février 2025, un indic était présent à une réunion anti-nucléaire à Caen, qu'un contrôle d'identité a été mené par le PSIG après une autre réunion anti-nucléaire³... La perquisition du domicile d'un militant antinucléaire manchois avait aussi eu lieu en février 2025, pour un motif lié aux piscines de déchets nucléaires envisagées dans la Hague.

Aujourd'hui, nous appelons à un rassemblement devant le tribunal judiciaire de Coutances (Manche) le 3 juillet 2025. En effet, le militant a reçu une convocation pour un procès en audience correctionnelle suite au refus de donner ses empreintes et son ADN lors de l'audition qui a suivi la perquisition de son domicile.

La perquisition avait pour objet de retrouver une pochette appartenant à EDF qui aurait disparu du Centre Commercial les Eléis à Cherbourg le 8 décembre 2023. Ce jour-là, EDF faisait alors la promotion de son projet de nouvelles piscines de stockage de déchets nucléaires à la Hague⁴.

Cette perquisition, qui avait été ordonnée en décembre 2024 et exécutée en février 2025, n'a évidemment pas permis de retrouver la pochette recherchée... Sans doute était-ce plutôt un nouveau coup de pression sur la lutte anti-nucléaire, à quelques mois d'une nouvelle mobilisation dans le département.

Le 2 mars 2025, une audition libre fait suite à cette perquisition. C'est dans ce cadre qu'on eu lieu les refus de signalétique et d'ADN pour lesquels la personne est poursuivie :

**Procès le jeudi 3 juillet au tribunal judiciaire de Coutances,
rue du Palais de justice (en face du commissariat de police).**

Pour ne laisser personne seul face à la justice, et pour contester le fichage,

Rassemblement jeudi 3 juillet, à partir de 8h devant le tribuna

1 Du 18 au 20 juillet 2025, <https://piscinenucleaierestop.fr/HAROL>

2 Société nucléaire = société policière, <https://trognon.info/364>, 1^{er} décembre 2024.

3 Les fantasmes policiers de la lutte anti-nucléaire, <https://trognon.info/512>, 17 mars 2025.

4 Projet repris récemment par Orano, additionné d'une nouvelle usine de traitement des combustibles de ces piscines, du prolongement des usines existantes, d'une unité de fabrication de combustibles MOX affublé du doux nom de *Aval du futur*.

La surveillance et la répression visant la lutte anti-nucléaire sont éminentes. La volonté de l'État de taire toute contestation face à l'industrie nucléaire mais également en Savoie où on passe le bonjour aux inculpés de "l'assoc

Au-delà de la lutte anti-nucléaire, le Fichier des empreintes digitales (FAED) et les empreintes génétiques (FNAEG) collectent toujours plus d'informations : chiffres avoués, plus de 5 millions de français.es ont fait l'objet d'un fichage : millions pour les photos et empreintes pour les seuls fichiers de police, lors d'une détention ou d'une simple audition libre. C'est sans compter la prise d'empreintes ou à l'arrivée sur le territoire français des personnes étrangères, d'empreinte qui s'est généralisée pour la fabrication des cartes d'identité et c

Les procès intentés à des militantes aujourd'hui ne sont que la face visible de la répression, vu cette généralisation du fichage, lors des gardes à vue et même plus, il arrive que les personnes se fassent prendre leur ADN à leur insu ou sans leur consentement (prise d'empreintes et de photos (signalétique)), il arrive de plus en plus souvent de voir des forces en garde-à-vue, des pratiques qui vont de concert avec les méthodes util

La prise de signalétique et le prélèvement ADN concernent aujourd'hui tout le monde, soupçonnée d'à peu près n'importe quel délit. En clair, l'existence du FAED et du FNAEG, une volonté de fichage généralisé et systématique de toute la population, il y a une logique de contrôle social et d'inflation sécuritaire qui envahit de plus en plus nos sociétés. La signalétique et l'ADN sont de fait des outils effroyablement puissants pour surveiller les individus, avec la conservation des données pendant 40 ans pour l'ADN et 25 ans pour les empreintes digitales.

Comme la vidéosurveillance, la biométrie, les fichiers divers, le fichage signalétique et ADN s'inscrit dans une logique globale de contrôle des populations considérées « dangereuses » par le pouvoir (jeunes des banlieues pauvres, étudiant.es et lycéen.nes « agité.es », chômeurs.euses, sans-papiers, militant.es, squatteurs.euses, grévistes, etc.). Cette logique de contrôle et de fichage de la population alimente intrinsèquement une société totalitaire et compromet un peu plus notre aptitude à nous organiser pour un changement social.

L'État et ses complices usent du prétexte d'une « sécurité pour toutes et tous » pour faire accepter ces fichages par la population, alors que la dangerosité du fichage en général n'est plus à démontrer.

S'opposer à ce fichage y compris par le refus qui constitue un délit est donc pertinent !

C'est parce que nous sommes tous et toutes en butte à la répression que nous appelons à un :

**Rassemblement jeudi 3 juillet,
à partir de 8h devant le Tribunal de Coutances (Manche).**

REFUSONS LE FICHAGE SIGNALÉTIQUE ET ADN

ABOLITION DU FAED ET DU FNAEG

RELAXE POUR TOUS ET TOUTES !!!



5 <https://bureburebure.info/un-appel-a-dun-printanier-de-cacendr-collectif-antirepression/>

6 Aperçu des actions décentralisées contre POMA, <https://cnc-grenoble.info/3777>, 5 janvier 2025.

